



L'ACTION FRANÇAISE

2
0
0
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2755 | 62^e année | Du 18 septembre au 1^{er} octobre 2008 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

Bacheliers bling-bling

À l'Éducation nationale, à défaut d'avoir des résultats on a des idées. Le ministre Xavier Darcos vient d'imaginer une réforme géniale (!), qui consiste à donner des médailles d'or, d'argent, de bronze aux bacheliers pour récompenser le mérite comme aux JO...

Sur le fond, la décision n'est pas ridicule : les jeunes aiment les coupes et autres récompenses de leurs performances sportives, que, dit le ministre, ils sont heureux d'exposer dans leur chambre. Un peu de decorum est souvent nécessaire : autrefois existaient les prix qui solennisaient la fin de l'année et entretenaient l'émulation.

Mais il n'y a aucune commune mesure entre l'école jusqu'à 1968 où l'on avait le sens du sérieux des études et de l'effort, et l'école d'aujourd'hui où l'on s'ennuie ferme en attendant de faire valoir son "droit" au diplôme. Et le diplôme, lorsqu'on le reçoit comme 80 % des autres candidats, conduit dans au moins un cas sur trois au chômage...

Croire que l'on fera oublier aux jeunes et à leurs familles cette dure réalité en leur offrant un gadget *bling-bling* au goût sarkozyen, pâle imitation des croix d'honneur des enfants des années cinquante, est une grave illusion. Que M. Darcos commence donc par le commencement : qu'il arrache l'école aux pédagogues idéologues qui moulent des cerveaux socialisés ! Qu'il rende aux enfants le feu sacré avec des manuels et des professeurs bien formés qui, par l'amour du savoir, leur communiquent l'amour de la France, et rendent sa valeur au baccalauréat. Alors seulement les médailles recouvreront leur valeur de reconnaissance et d'encouragement.

M.F.

Laïcité sarkozyenne

Benoît XVI



PAGES 3, 4 et 5

n'est pas dupe

PIRATERIE

Le retour des Barbaresques

L'insécurité sur les mers en témoigne : le monde d'aujourd'hui qui se veut "progressiste" a reculé de cent soixante ans.

Deux otages français retenus depuis le 2 septembre par des pirates somaliens ont heureusement été libérés ce lundi 15 septembre. Nicolas Sarkozy a personnellement décidé de l'intervention, qui s'est déroulée sans accroc.

Réjouissons-nous. Mais il faut remarquer que ce n'est pas la première fois que notre pays se trouve confronté à une telle situation. La mer au large de la Somalie est devenue le point chaud de la piraterie, au point que le président de la République lance un appel à la mobilisation internationale.

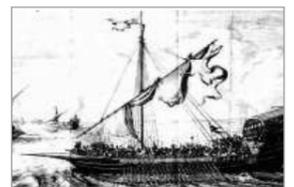
On croyait fini le temps de la piraterie maritime. La décolonisation improvisée, l'autoflagellation des États européens, les lenteurs des décisions des grandes instances internationales sont en train de lui redonner vie...

Blocus maritime

Le monde d'aujourd'hui qui se veut "progressiste" a - n'ayons pas peur de le dire - reculé ces dernières années de cent soixante ans. Qu'on se souvienne de l'année 1830 : les côtes de l'Afrique du Nord étaient infestées par les Barbaresques qui, depuis des dé-

cennies, s'emparaient d'otages européens, notamment français. Le roi Charles X ne se perdit pas en tergiversations. Pour laver l'honneur d'un consul français frappé par le dey d'Alger d'un coup d'éventail, il mit en place un blocus maritime et lança un appel à retrouver l'esprit des Croisades. Près de 40 000 hommes débarquèrent le 14 juin dans la presqu'île de Sidi-Ferruch ; ils entraient dans Alger le 7 juillet. Le dey abdiquait le 15.

Hélas, une minable révolution bourgeoise, en trois journées qui ne furent en rien "glorieuses", emporta le dernier de nos rois de



la branche aînée des Bourbons les 26, 27 et 28 juillet. Ses successeurs, les Orléans puis la République, l'Empire et encore la République, poursuivirent toutefois à leur manière cette politique de maintien de l'ordre en même temps que de civilisation... Et l'on eut la paix sur les mers.

Les problèmes n'étaient pas les mêmes qu'aujourd'hui en Somalie. Mais la leçon mérite d'être étudiée : avec des barbares qui sont aussi des terroristes, qui opèrent en un point du globe où le gouvernement du lieu n'est pas capable de faire régner l'ordre, de grandes décisions s'imposent...

MICHEL FROMENTOUX

MÉDIAS

Un livre de Jean Madiran :

Sauver la presse d'opinion



PAGE 2

ÉTRANGER

Contre le terrorisme :

La guerre en Afghanistan



PAGE 7

PORTRAIT

Les souverains européens :

Le prince Albert II de Monaco



PAGE 11





□ JEAN MADIRAN

Sauver la presse d'opinion

Des devoirs des lecteurs envers le journal qu'ils lisent...

Peu de lecteurs d'un journal, même parmi ceux de *L'Action Française 2000*, ont pleine conscience des énormes difficultés qui entravent les journalistes désireux d'écrire librement, et de faire lire (!) ce qu'ils pensent. Beaucoup de lecteurs croient qu'il suffit, pour percer dans le grand public, de publier un journal bien présenté, traitant de sujets intéressants, apportant des réponses aux soucis quotidiens des Français.

Contre la presse asservie

Pour notre part, nous savons bien que l'on doit toujours tenter l'impossible pour améliorer la maquette, choisir des collaborateurs compétents, aborder les sujets les plus divers, veiller à ce que la langue française soit respectée, et surtout proposer les réponses aux questions contemporaines en considérant le plus objectivement possible le bien commun de notre nation. Sans donc cesser de multiplier les efforts qui nous incombent, il faut quand même bien reconnaître et faire comprendre à ceux qui nous font l'honneur d'attendre beaucoup de nous, que si des journaux comme le nôtre ont du mal à vivre, ce malheur doit être replacé dans la perspective d'une maladie insidieuse et paralysante qui frappe aujourd'hui l'ensemble de la presse française. Jean Madiran, fondateur du quotidien *Pré-*

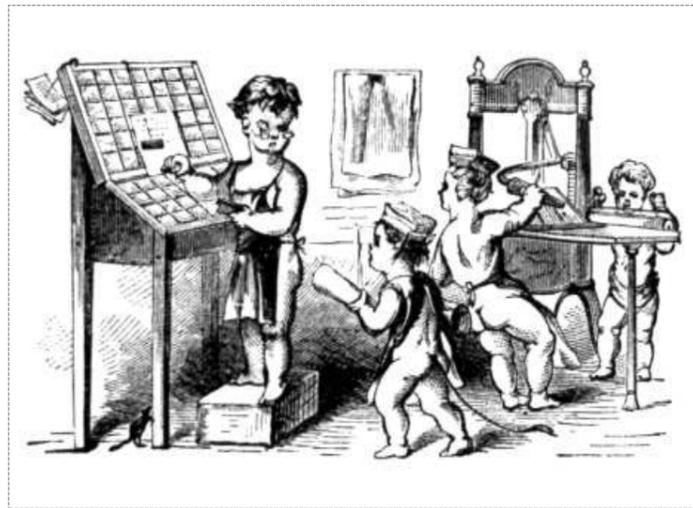
sent, toujours appliqué à décorer avec finesse les grands faits de notre temps, aussi bien religieux que politiques ou sociaux, vient de publier une *Enquête sur la maladie de la presse écrite* ¹.

de la presse qui se dit d'information, car, explique Jean Madiran, « on s'est battu autrefois pour la liberté d'opinion ; elle a été remplacée peu à peu par le droit à l'information ».

est, selon sa conviction, leur interprétation juste. En faisant évoluer la presse d'opinion en presse d'information, la publicité commerciale a intellectuellement châtré et asservi la presse. »

Voilà qui suffirait à justifier notre obstination à être présents dans le débat politique (ou ce qu'il en reste...). Pour *L'Action Française 2000*, comme pour *Présent*, comme pour *Rivarol*, entre autres, il ne s'agit pas de survivre pour sauver une boutique, mais de vivre pour sauver l'honneur de la presse française, et, ce faisant, d'œuvrer, comme Maurras nous y invite tout particulièrement, pour l'avenir de l'intelligence.

Donc pas question pour nous de baisser les bras ou d'écouter les sirènes qui voudraient nous amener à céder à l'air du temps par exemple en renonçant à notre beau nom d'*Action Française* !



Première constatation : aujourd'hui les journaux « survivent tous par des moyens artificiels, leurs recettes (abonnements et vente au numéro) n'y suffiraient pas ». Cela est vrai des quotidiens, mais aussi des hebdomadaires, dont certains enregistrent des recettes publicitaires atteignant 80 % de leurs recettes globales !

Résultat de cette invasion de la presse par la publicité : les journaux sont devenus des « industries », dont les directeurs ne pensent plus qu'en termes de « parts de marché » et la presse dite d'opinion disparaît au profit

Cette « information » prétend ne s'en tenir qu'aux faits (non sans omettre ceux qui la gênent...), jetant ainsi la suspicion sur les journalistes d'opinion qui auraient moins que les autres le souci de l'exactitude. Ne soyons pas dupes : « Un journal d'information, écrit notre confrère, est un journal qui insinue subrepticement son commentaire dans la présentation de ce qu'il donne comme le fait brut, sacré, indiscutable. La presse d'opinion est la dignité et l'honneur du journalisme : elle présente les faits avec leur signification, dans la lumière de ce qui

Mendier pour être libre

Nos lecteurs doivent pourtant savoir, comme le montre Jean Madiran, que la presse qui « marche » aujourd'hui « est vendue à très bas prix, beaucoup trop bas, et qu'elle coûte très cher à fabriquer, beaucoup trop cher ». Cela condamne évidemment à la mendicité les journaux qui n'ont pas les moyens de réaliser de somptueuses maquettes, donc d'attirer les publicitaires, en somme ceux qui veulent rester libres dans leur vocation à susciter le débat,

à former les esprits, et, en ce qui nous concerne, à diffuser une doctrine exigeante fondée sur la seule expérience de ce qui a toujours fait vivre notre pays.

Reste à ceux-là deux possibilités honnêtes qu'expose ainsi en substance notre confrère : ou bien publier quand même un « grand » journal épais et multicolore qui donne l'impression d'avoir réussi, mais qu'il faudrait vendre à 6 ou 10 euros, ou plus, le numéro au risque de passer pour des fous ou des escrocs ; ou bien vendre pas cher un journal de quelques pages seulement, que le public considérera comme un « petit journal » et méprisera.

Ces soucis, joints à ceux qu'expose aussi Jean Madiran et qui viennent des lois Pleven et Gaysot - ces espèces de lois des suspects -, ou de la HALDE, rendent de plus en plus héroïque la publication d'un journal libre.

Les lecteurs de *L'Action Française 2000*, quant à eux, le savent, mais, pour être logiques avec l'élan qui les pousse à nous lire, ils doivent se sentir poussés à participer à cette action pour la France, pour l'intelligence française, pour la pérennité française, Deux moyens pour eux : d'abord s'abonner, ensuite s'obliger à tenir compte des appels incessants de Marielle Pujo en page 3 pour notre souscription sans laquelle il n'y aurait plus d'*Action Française* depuis longtemps. Il y va de votre liberté de penser français, et cela mérite tous les sacrifices. Puisse le livre de Jean Madiran vous aider à vous en convaincre !

MICHEL FROMENTOUX

* Jean Madiran : *Enquête sur la maladie de la presse écrite*. Ed. Via Romana, 5 rue de Maréchal Joffre, 78000 Versailles ; 64 pages, 12 euros.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (*)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Politique :
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Georges Ferrière, Michel Fromentoux,
Nicolas Hainaut, Stéphane Piolenc
Étranger : Pascal Nari
Économie : Henri Letigre
Enseignement, famille, société :
Sarah et Stéphane Blanconnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,
Aristide Leucate, Frédéric Wincler
Culture :
Monique Beaumont,
Anne Bernet, Renaud Dourges, Gaël Fons,
Norbert Multeau, Jean d'Omiac,
François Roberday, Alain Waelkens
Histoire :
Yves Lenormand, Laure Margaillan,
René Pillorget, Francis Venant
Art de vivre : Pierre Chaumeil
Chroniques :
François Leger, Jean-Baptiste Morvan
Médias : Denis About.
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.
Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

» PÉGUY DANS VA

Charles Péguy est à l'honneur dans *Valeurs Actuelles*. Bruno de Cessole lui a consacré un article le 4 septembre, commentant sa biographie signée par Arnaud Teyssier (*Charles Péguy, une humanité française*, Perrin, 328 p., 21 euros). C'est l'occasion de quelques rappels historiques : « En 1905, [l'affaire] de Tanger, qui révéla à la fois l'agressivité de l'impérialisme allemand et les illusions pacifistes du socialisme jaurésien, prépara Péguy à la redécouverte de la patrie charnelle et aux traditions millénaires de la France. Non pas une conversion mais une reconquête, au cours de laquelle l'ancien socialiste engagea le dialogue et la controverse avec Barrès et Maurras. Entre le chef de l'Action Française et l'animateur des Cahiers de la Quinzaine, observe Arnaud Teyssier, les points de convergence n'étaient pas moins nombreux que les points de divergence : même sacrifice d'une vocation poétique au

service de la vérité et du combat intellectuel, même culture classique, même intelligence, même certitude d'avoir raison contre tous, même passion de la clarté, même refus de la résignation et de la capitulation, même aversion pour le parlementarisme et même scepticisme devant le suffrage universel, même admiration pour les constructeurs de l'unité française (Philippe le Bel, Richelieu, Colbert), même vision de la politique comme lutte permanente contre la faiblesse humaine... »

» DÉCULTURATION

La « déculturation » est-elle un thème porteur ? Invité sur *BFM* le 9 septembre, Jean Bothorel a pu exposer assez librement, au micro d'Edwige Chevrillon, les idées qu'il avait développées dans un pamphlet paru en mars (*Chers imposteurs*, Fayard, 170 p., 15 euros). Selon lui, « on entre dans un système de la vulgarité » caractérisé notamment par l'« affaissement du langage »,

dont Nicolas Sarkozy est un produit typique : « quelqu'un qui ne s'intéressait pas du tout à ce que nous appelions [...] la culture... » Jean Bothorel tire à boulets rouges sur « les intellectuels starisés ». Ses cibles privilégiées ? Philippe Sollers, Bernard-Henri Lévy - « un bateleur de la télévision », et surtout Michel Onfray : « figure emblématique de l'imposture », il n'est « pas plus philosophe que vous et moi, il recopie des tas de choses dans des tas de livres », produisant des textes incompréhensibles que l'on s'arrache vraisemblablement par snobisme. Un entretien décapant !

» BERNANOS L'ANTISÉMITTE

Le 2 septembre, Philippe Lançon s'est attaqué dans *Libération* aux « héroïques chasseurs mondains d'antisémites ». Prenant notamment pour cible « un ancien communiste [...] devenu baron intellectuel de la cour », il répond à Alexandre Adler, qui « rassemblait sous le même chapiteau, pour dénoncer le

prétendu antisémitisme du dessinateur Siné [...], un trio d'écrivains français résumés par l'infamante épithète : Drumont, Maurras, Bernanos ». Prenant la défense de ce dernier, Philippe Lançon s'insurge contre ces « jugements si noblement rendus au nom de l'humanisme », selon lesquels l'infâme suspicion devrait éclipser le génie et l'évolution d'un homme. « Il s'étonnerait presque, le brave homme, que l'auteur de telles phrases [Bernanos] soit disponible dans la collection *Pléiade* ! [...] Rien n'est [...] plus aisé - ni plus vain - que de le condamner soixante-quatre ans plus tard. Il suffit d'oublier l'essentiel : la masse des autres articles, de ses essais [...] ; de réduire, en somme, la vie d'un écrivain mort en 1948 à quelques phrases, sans chercher à expliquer d'où elles viennent - non pour les justifier, mais pour le comprendre, lui. » La publication d'une telle tribune serait-elle le nouveau signe d'une certaine « décrispation intellectuelle » ? Espérons-le. ■

Le Saint-Père a regagné Rome ce lundi 15 septembre. Nul ne peut nier que les quatre journées qu'il a passées à Paris puis à Lourdes ont été pour la France un temps de grâces.

Pour ce qui est du volet politique du voyage, reconnaissons que, depuis sa visite officielle au Vatican en décembre 2007, M. Sarkozy a accompli quelques progrès. Il n'a pas cette fois pris le souverain pontife par le bras, ni interrogé son téléphone portable, ni trop affiché ses tics. Très digne avec, à ses côtés, Carla raide comme une Vestale ne souriant pas plus qu'il ne fallait, notre président avait organisé à l'aéroport d'Orly le plus solennel accueil que l'on puisse réserver à un chef d'État. Ensuite il l'a accueilli somptueusement à l'Élysée, où se trouvaient invités, outre le gouvernement au grand complet et Bertrand Delanoë, maire de Paris, seul homme de gauche ayant accepté de venir, des personnalités diverses, parmi lesquelles le prince Jean, duc de Vendôme, représentait les racines mêmes de notre pays.

Racines chrétiennes

Jusqu'à-là, tout était parfaitement digne de la France. Vinrent les discours, beaucoup moins emballants... Cet échange d'amabilités avait été soigneusement mis au point par les conseillers des deux côtés, chacun avait déjà lu et étudié le texte de l'autre et, sous le signe du "respect" (mot préféré du président) il s'agissait, d'un côté, de ne pas trop exciter les intégristes de la laïcité (qui se sont agités quand même dans les rues, mais sans succès...), de l'autre, de ménager la susceptibilité d'une majorité d'évêques français tout fiers d'avoir adopté un profil bas au sein de la république... M. Sarkozy a chanté le grand air de la « *laïcité positive* », rappelant la contribution du christianisme à l'histoire du monde, et particulièrement de la France, ajoutant que « *nous assumons nos racines chrétiennes* », et la citation empruntée au frère Christian, prieur de Thibérine, lâchement assassiné en Algérie en 1996, comme exemple de dialogue tenté entre chrétiens et musulmans, ne pouvait qu'émouvoir l'assistance. De même on ne peut qu'approu-

□ LAÏCITÉ SARKOZYENNE

Benoît XVI n'est pas dupe

Le Saint-Père a jaugé notre président depuis déjà quelques mois. Les gentillesse de circonstance sur le « dialogue serein et positif » avec l'État, même son approbation des mots « laïcité positive » n'ont pas empêché le discours papal de se hausser cent coudées au-dessus des voltiges sarkozyennes.

ver la demande lancée aux États musulmans de respecter eux-mêmes toutes les religions.

Le reste du discours sonnait assez faux : paroles convenues sur la dignité de l'homme (re-

tion, tout en distinguant, bien sûr, le spirituel et le temporel et en respectant ceux qui pratiquent d'autres religions. Elle consiste à mettre toutes les religions sur le même pied d'égalité, à les écou-

dessus de la démocratie ? Ne rêvons pas ! Quand toutes les religions et les officines vaguement spiritualistes auront parlé, et même, pourquoi pas ?, très bien parlé, le dernier mot reviendra

coudées au-dessus des voltiges sarkozyennes. Il a parlé avec un cœur de père (et non comme son interlocuteur vrai moulin à paroles), des jeunes qui souffrent de manquer d'orientation et de repères dans leur vie familiale, ou qui sont la proie des communitarismes.

Ne pas "s'adapter aux mœurs"

Il a aussi parlé « *de l'avancée sournoise de la distance entre les riches et les pauvres* ». Sujet sur lequel il est revenu samedi matin dans son homélie sur l'esplanade des Invalides, mettant l'Argent au nombre des « *idoles* » du monde moderne. Cela est loin du discours sarkozyen, imprégné de froid libéralisme et poussant les Français à se lever tôt pour s'enrichir plus...

Le pape a aussi parlé à l'Élysée des « *droits inaliénables de la personne humaine, depuis sa conception jusqu'à sa mort naturelle* », condamnations de l'avortement et de l'euthanasie, reprises dans son discours de dimanche devant l'assemblée des évêques à Lourdes, avant d'ajouter (à Lourdes, pas à l'Élysée !) avec pleine charité envers les personnes concernées et si souvent déchirés, une ferme dénonciation du divorce (pas question de « *s'adapter aux mœurs* » pour chercher un bonheur égoïste et individualiste) et un rappel du fait que les divorcés remariés sont exclus des sacrements.

Quelle "voie nouvelle" ?

C'est certainement à des propos plus édulcorés que pense M. Sarkozy quand il dit vouloir entendre parler "les" religions. Le pape, lui, ne semble nullement considérer que la situation de l'Église en France soit réglée et que le catholicisme jouisse de tous les moyens nécessaires selon sa Tradition pour former les consciences et les mœurs et enseigner comme le Christ le lui a commandé, puisqu'à Lourdes il a demandé que « *les racines chrétiennes de la France* » soient mises plus en évidence et que l'on trouve « *une voie nouvelle pour interpréter et vivre au quotidien les valeurs fondamentales sur lesquelles s'est construite l'identité de la France* ». Le malheur est hélas qu'un tel débat dans la France issue de 1789 est toujours piégé...

Heureusement nous avons plus et mieux à dire (*pages suivantes*) sur ces journées qui atteignent souvent des sommets de spiritualité, d'intelligence et de liesse populaire de bon aloi.

MICHEL FROMENTOUX



marquons une allusion à la Déclaration des Droits de l'Homme de 1948, non à celle de 1789 - mais la différence est minime), considérations banales sur « *le sens que nous voulons donner à nos existences* », évocation maladroite de « *ce que j'appellerai (sic) la doctrine sociale de l'Église* », comme s'il avait fallu attendre M. Sarkozy pour donner un nom à la leçon d'amour du pauvre transmise d'âge en âge par l'Église du Christ.

"Les" religions

Toujours dans ce discours la religion est effacée devant les religions, car la laïcité "positive" (« *celle qui rassemble, qui dialogue, et pas une laïcité qui exclut et qui dénonce* ») ne consiste pas à redonner au catholicisme qui a fait la France la place privilégiée qui lui revient dans la na-

ter toutes (et cette fois, M Sarkozy ajoute « *toutes les traditions philosophiques* », donc aussi la franc-maçonnerie...), mais c'est se moquer du pape et du monde entier que de faire croire qu'entendre tout le monde sans fixer quelques normes supérieures, quelques repères précis, puisse aboutir à autre chose qu'à une stérile cacophonie.

En bon prestidigitateur, le président a tout prévu, même une dénonciation du « *relativisme* » tombant ici comme un cheveu sur la soupe. Il va jusqu'à dire cette chose peu commune dans une bouche élyséenne : « *La démocratie ne peut pas se contenter de reposer sur l'addition arithmétique des suffrages, ni sur les mouvements passionnés des individus, elle doit également procéder de l'argumentation et du raisonnement.* » Il y aurait donc quelque chose au-

à ceux qui font la loi et qui ne la font qu'en fonction de l'opinion, laquelle est fabriquée par les médias au service de la seule "religion" que la démocratie puisse reconnaître puisqu'elle en est née, celle des Droits de l'Homme qui exclut les droits de Dieu. M. Sarkozy, qui, lui-même divorcé deux fois, arrange sa vie sans écouter "les" religions et, qui plus est, approuve l'avortement, peut-il assurer le pape que la voix de Rome sera écoutée en France dans les domaines de la famille, de l'école, de la protection de mœurs ?...

Benoît XVI, qui a l'œil vif, a jaugé notre président depuis déjà quelques mois. Il n'est pas dupe. Et les gentillesse de circonstance sur le « *dialogue serein et positif* » avec l'État, même son approbation des mots « *laïcité positive* » n'ont pas empêché le discours papal de se hausser cent

■ NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Pour un journal libre...

■ La récente enquête de Jean Madiran sur « *la maladie de la presse* » (voir p. 2) stigmatise le mal qu'ont les journaux d'opinion à vivre, abonnements et ventes au numéro ne suffisant pas.

L'Action française est une école de pensée indispensable dans le débat politique.

Nous l'écrivions au début de l'année : si cinq cents lecteurs donnaient cent euros pour L'AF, nous serions débarrassés de nos soucis financiers et pourrions

faire progresser notre action. Que les "attentistes" sortent de leur réserve et viennent rejoindre les quelque quatre-vingts amis qui ont participé jusqu'ici en 2008 à cette campagne.

Comme l'écrit Michel Fromentoux dans la page voisine : « *Il y va de votre liberté de penser français, et cela mérite tous les sacrifices* ».

Merci d'avance.

MARIELLE PUJO

* Prière d'adresser vos dons à M^{me} Geneviève Castelluccio, L'Action Française 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 12

100 euros pour L'AF : Jean Paris, 100 ; M^{me} Françoise Bedel-Giroud, 100 ; anonyme, 100 ; Jacques Lamonerie, 100 ; Allen Fourtet, 100 ; Fernand Estève, 150 ; Anonyme Metz, 150.

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; M^{me} Bellegarde, 15,24 ; G^{al} Jacques le Groignec, 15,24 ; Vincent Claret-Tournier, 15 ; Raymond Sultra, 17,78 ; M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; M^{me} Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28 + 30 ; Henri Morfin, 32 ; M^{me} Tatiana de Prittowitz, 45,73.

Jean-Marie Guibe, 20.

Total de cette liste : 1 049,48 €
Listes précédentes : 12 684,49 €

Total : 13 733,97 €
Total en francs : 90 088,52 F

De tous les propos tenus ces 12 et 13 septembre à Paris par le souverain pontife, son discours au monde de la culture ce vendredi 13 au collège des Bernardins (5^e arrondissement) tout récemment, et magnifiquement !, restauré, fera date, sans aucun doute, dans l'histoire des idées.

Le chemin vers la Parole

Il s'agit d'un texte prononcé devant six cents personnes triées sur le volet, dont deux anciens présidents peu coutumiers d'une telle élévation d'esprit, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac qu'accompagnait son épouse Bernadette, des chefs religieux de différentes confessions, dont le recteur de la mosquée de Paris, Dalil Boubakeur qui écoutait en jubilant, de divers hommes politiques, dont le maire de Paris Bertrand Delanoë ou l'ancien ministre Robert Badinter qui n'a pas caché sur LCI qu'il avait été séduit, ainsi que des artistes, savants, écrivains et universitaires dont notre ami Pierre Magnard, bien connu à l'Institut d'Action français.

On ne saisit réellement la richesse d'un tel exposé qu'après plusieurs lectures, mais dès l'abord on se trouve emporté aux origines mêmes de l'Europe dont il n'est plus possible d'oublier ou de nier qu'elles sont chrétiennes, à moins que l'on se réfère à l'Europe technocratique, mercantile et libertaire que d'aucuns s'obstinent à construire aujourd'hui de toutes pièces. Le pape pense à l'Europe réelle, comme il l'avait montré le matin même à l'Élysée parlant d'une unité européenne garantissant « *le respect des différences nationales et des diverses traditions culturelles qui constituent une richesse dans la symphonie européenne* ».

Sous les angéliques voûtes gothiques de ce lieu historique bâti par les fils de saint Bernard de Clairvaux en 1247, le Saint-Père évoque les monastères, ces espaces où, dans l'effroyable fracture culturelle et dans les grandes migrations du haut Moyen Âge,

□ UN DISCOURS QUI FERA DATE

La lettre tue, l'esprit libère

Une culture sans Dieu serait « la capitulation de la raison », selon le pape qui s'exprimait le 13 septembre à Paris, au collège des Bernardins.

« *survécurent les trésors de l'antique culture* ». Les moines, cherchant Dieu, « *s'appliquaient à trouver ce qui a de la valeur et*

l'harmonie de la création ». On est alors bien loin de la musique moderne, pour laquelle "faire la fête" est si souvent un but en soi.

comprendait désormais la liberté comme l'absence totale de liens, cela serait fatal et favoriserait inévitablement le fanatisme et l'arbitraire. L'absence de liens et l'arbitraire ne sont pas la liberté mais sa destruction. »

et de « *la liberté* ». Comme au temps de saint Paul, le « *Dieu inconnu* » est plus ou moins dans la pensée et dans le sentiment humains, la question de son absence se pose aujourd'hui comme de tout temps. « *Chercher Dieu et se laisser trouver par Lui* », explique alors le pape, ne relève pas du domaine « *subjectif et non scientifique* ». Croire cela serait « *la capitulation de la raison, le renoncement à ses possibilités les plus élevées et donc un échec de l'humanisme, dont les conséquences ne pourraient être que graves* ». D'où cette conclusion lapidaire : « *Ce qui a fondé la culture de l'Europe, la recherche de Dieu et la disponibilité à l'écouter demeure aujourd'hui encore le fondement de toute culture véritable.* »



Le collège des Bernardins

demeure toujours, à trouver la vie elle-même ». Or les livres des saintes Écritures étaient comme les « *bornes milliaires* » conduisant à la Parole, car « *le désir de Dieu comprend l'amour des lettres, l'amour de la parole, son exploration dans toutes ses dimensions* ».

Fondamentalisme

La bibliothèque fit alors partie intégrante du monastère tout comme l'école, éveillant ainsi toute la communauté à la Parole, avec laquelle les moines établissaient par la prière et par le chant des psaumes le plus beau des dialogues, uni à la musique des anges. Ici, Benoît XVI, lui-même grand musicien (il joue, dit-on, tous les jours du piano), évoque la naissance de la grande musique occidentale, qui n'est pas le fruit de la « *créativité* » individuelle, mais qui atteint « *avec les oreilles du cœur les lois constitutives de*

Et voici que la pensée papale s'ouvre sur un prodigieux développement : Dieu nous parle par l'humanité des paroles des hommes, mais le sens profond, le caractère divin de celles-ci, n'est pas saisissable si l'on s'en tient aux simples mots. Au-delà du Livre, il faut une communion vécue avec la Parole qui crée l'histoire. Alors, mais alors seulement, se trouve exclu tout fondamentalisme religieux : la lettre tue, mais l'Esprit libère par « *le dépassement de la lettre et sa compréhension holistique* ». Hors de ce lien supérieur, ne subsistent plus que l'arbitraire subjectif ou le fanatisme fondamentaliste, l'un et l'autre tournant le dos à la culture occidentale née du monachisme. D'où cet avertissement, qui, sans peut-être que le pape l'ait réellement pensé, remet en cause les principes de 89 et vaut, nous semble-t-il, le plus élaboré des plans antiterroristes : « *Si la culture européenne d'aujourd'hui*

Le travail et la Création

Autre composante du monachisme : le travail, conçu comme participation de l'homme à l'œuvre créatrice de Dieu, comme « *expression de la ressemblance de l'homme avec le créateur* » lequel poursuit sa création dans l'histoire. Cette culture du travail comme collaboration avec Dieu est l'originalité de « *l'ethos* » européen, explique le pape avant de proclamer un autre avertissement essentiel : le travail a sa mesure en Dieu, et « *là où cette mesure vient à manquer, là où l'homme s'élève lui-même au rang de créateur déiforme, la transformation du monde peut facilement aboutir à sa destruction* ». Nous savons que refaire le monde à l'image et à la ressemblance de l'homme fut le vœu de la Révolution, comme il est toujours celui tant de certains urbanistes que de certains bioéthiciens...

"Au Dieu Inconnu"

Le Saint-Père en vient alors à la nécessité d'élever les hommes à la Parole qui est le chemin de vie et par laquelle Dieu vient à la rencontre de l'homme. Ou du moins de susciter chez les hommes un « *mouvement intérieur* » qui éveille leur volonté de chercher et d'ouvrir à lui leur raison, car Dieu n'est pas du domaine de l'irrationalité, mais au contraire de celui de « *la raison créatrice* »

On ne sort pas indemne d'une méditation sur d'aussi fortes paroles. Benoît XVI, sans jouer le moins du monde au donneur de leçons, a su toucher et même ordonner les intelligences qui l'écoutaient. Et nous sommes tentés de penser à Maurras louant l'Église, dans la préface de *La Démocratie religieuse*, de toujours ramener les esprits à la juste et lucide considération de ce qui a « *le plus haut degré d'importance, d'utilité ou de bonté* ». Nous ajouterons aussi que l'épanouissement au temps de saint Bernard de la vie monacale et des fruits qu'elle dispensait à la société fut amplement favorisé par l'action ordonnatrice des Capétiens. Les valeurs spirituelles ont elles-mêmes besoin d'un terreau politique qui pousse les hommes à donner le meilleur d'eux-mêmes. Notre république ne peut rien comprendre aux paroles de Benoît XVI.

MICHEL FROMENTOUX

Ce samedi 14 septembre au matin, le pape Benoît XVI, après avoir effectué une brève visite, non prévue dans le programme officiel, à l'Institut de France pour y rencontrer ses confrères de l'Académie de Sciences morales et politiques et leur redire son attachement à la culture française, est arrivé sur l'esplanade des Invalides où l'attendaient plus de 260 000 personnes de toutes générations, dont tous les jeunes qu'il avait rencontrés la veille au soir à Notre-Dame et qui avaient passé la nuit ici pour être bien placés. Accueil aussi délirant que la veille. Un podium géant avait été construit par, paraît-il, un artiste. Les presque mille prêtres concélébrant avec le pape étaient placés sur des gradins d'où il voyaient plus le peuple que le pape ! Sur l'autel, de vrais ciboires (c'est un progrès) et sur les épaules du Saint-Père des ornements brodés.

□ CONTRE LA LA CUPIDITÉ INSATIABLE

Fuir les idoles modernes

En dépit d'une fade liturgie, le pape a prononcé une vibrante homélie.

Avec cela seulement quelques notes de grégorien... Une liturgie quand même fade, comme l'aime les évêques de France....

Cibles choisies

Heureusement, Benoît XVI dominait la situation. Son homélie toute braquée contre les idoles du monde moderne visait juste : « *Tentation d'idolâtrer un passé qui n'existe plus, en oubliant ses carences, tentation d'idolâtrer un avenir qui n'existe pas encore, en croyant que, par ses seules forces, l'homme réalisera le bonheur éternel sur la terre* », sans oublier « *la cupidité insatiable* »,

« *la soif de l'argent, de l'avoir, du pouvoir et même du savoir* », qui « *détournent l'homme de sa fin véritable* ». Le pape aurait pu ici ajouter les idéologies qui détournent la raison humaine, comme par exemple le mythe des Droits de l'Homme qui détourne l'individu de ses devoirs envers Dieu et envers son prochain...

Comment fuir les idoles ? « *Chaque fois qu'une messe est célébrée, chaque fois que le Christ se rend sacramentellement présent dans son Église, c'est l'œuvre de notre salut qui s'accomplit [...] Le Christ seul nous apprend à fuir les idoles, mirages de la pensée.* » Mais pour que soit

élevée chaque jour la coupe du salut et invoqué le nom du Seigneur, il faut des prêtres, de saints prêtres et beaucoup de saints prêtres ! « *Rien ne remplacera jamais une messe pour le salut du monde !* » D'où ce nouvel appel à « *la foi et la générosité des jeunes qui se posent la question de la vocation religieuse ou sacerdotale ; n'ayez pas peur !* »

Crise des vocations

Benoît XVI met le doigt sur le drame de l'Église de France. Nul ne peut ignorer que depuis 1965, fin du concile de Vatican II, les vocations ne cessent de diminuer.

En 2002, le nombre d'entrées au séminaire (116) a été inférieur à celui des ordinations (132). L'effondrement est sans précédent historique (y compris par rapport à la période 1790-1801, celle de l'Église constitutionnelle de la Révolution française). La moyenne d'âge des prêtres français ne cesse d'augmenter ; elle est actuellement de 67 à 72 ans selon les diocèses. Seuls nos évêques jouent encore à se montrer béatement optimistes sans doute pour justifier ce qu'ils appellent "l'esprit du Concile". Espérons que le Saint-Père les conduira à ouvrir les yeux.

Pour nous, ce vide religieux nous rappelle une phrase du saint curé d'Ars qui répond parfaitement aux angoisses du pape : « *Laissez une paroisse sans prêtre pendant quelques années, on y adorera les bêtes.* »

M.F.

L'augmentation des prix des carburants et l'interdiction au printemps dernier de poursuivre la pêche au cabillaud (les quotas de pêche européens décidés pour cette année sont déjà atteints...) pénalisent les pêcheurs français, dont ceux de Bretagne, et cela explique leur récent mouvement de colère qui se traduit par le blocage de plusieurs ports, en particulier de plaisance, à Boulogne par exemple il y a quelques semaines.

Lors d'une émission radio-phonique récente, l'un des intervenants soulignait qu'il ne fallait pas que le gouvernement cède aux injonctions des pêcheurs, ne serait-ce que parce que « la mer

□ LA BRETAGNE EN COLÈRE

Pour sauver la pêche, sauvez la mer !

Il faut que l'État français pense et applique une véritable "politique de la mer" qui nécessite un engagement fort et de long terme.

est vide » et qu'il faut « bloquer » la pêche, ici au cabillaud, tant que les stocks ne se sont pas reconstitués dans de bonnes conditions : l'intention n'est, en soi, pas mauvaise, mais que fait-on des pêcheurs réduits ainsi à l'inactivité, puis au chômage ?

Pour une "politique de la pêche"

Il semble qu'il soit possible et surtout nécessaire de maintenir la pêche dans notre pays et sur les côtes bretonnes, mais cela ne peut se faire que si les pouvoirs publics et quelques intervenants privés se décident à investir en temps et en argent dans la réorganisation et le soutien de cette activité nourricière importante. En somme, que l'État impulse et soutienne une véritable "politique de la pêche", avec l'aide des régions, du secteur agro-alimentaire et des organisations socioprofessionnelles de la mer, mais aussi les associations environnementales. Quelques propositions :

- La création d'une "trame bleue" qui comprendrait les zones de frai et de croissance des espèces halieutiques, cela pour permettre le renouvellement dans de bonnes conditions des ressources en poissons et en crustacés, par

exemple. Si cela est possible dans les eaux françaises, c'est évidemment plus difficile dans les eaux internationales. Aussi faudrait-il, à l'aide d'une conférence



internationale ou d'accords multilatéraux entre États "pêcheurs" et "consommateurs", créer des réserves et des zones interdites de pêche et, surtout, les faire respecter ; cela suppose que des États en aient les moyens matériels et humains. La France, disposant du deuxième espace maritime du monde, pourrait y contribuer, avec d'autres bien sûr.

- La transformation temporaire d'un certain nombre de pêcheurs, par exemple de cabillauds en ce moment, en "jardiniers de la mer", encadrés par des professionnels de l'environnement

et de la "gestion des ressources", qui travailleraient sur l'observation et la préservation des espèces aujourd'hui menacées, le temps nécessaire à leur renou-

sources de la mer" dans notre pays, dont l'application permettrait que des espèces halieutiques menacées ne soient plus disponibles à moindre frais dans les espaces commerciaux de la grande distribution. Cela doit s'accompagner d'une politique française de sensibilisation, autant de la population de notre pays que des États de la planète, aux risques de la surexploitation des mers et, éventuellement, d'une politique d'aide aux pays en développement pour qu'ils ne bradent pas leurs propres ressources mais, au contraire, la pré-servent et l'entretiennent.

Le devoir de l'État

Voilà quelques propositions, sans doute bien incomplètes, mais qui semblent réalisables dans un délai relativement bref. Encore faut-il que l'État français ne se contente pas de quelques "mesures" mais qu'il pense et applique cette véritable "politique de la mer" qui nécessite un engagement fort et de long terme. Il est urgent d'agir, et c'est l'État lui-même qui en a le plus les moyens : pourvu qu'il en ait la volonté !

JEAN-PHILIPPE CHAUVIN

» QUOTAS EN DÉBAT

La colère des pêcheurs pourrait être ravivée par un rapport de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT). Rendu public le 11 septembre, il est brandi comme un réquisitoire par ceux qui réclament un moratoire. Le texte, ainsi que « les oppositions entre pêcheurs, experts scientifiques et ONG mettent les États membres de l'ICCAT face à leurs contradictions, souligne Euractiv. D'un côté, les États sont membres de l'ICCAT et participent de ce fait à la détermination des quotas à l'échelon international. De l'autre, ils semblent réticents à exercer un contrôle effectif des réglementations. » G.D.

Dans l'édition du 13 septembre du journal *Le Parisien*, une page est consacrée à l'école idéale en Europe et la question « Par quel dispositif éducatif européen êtes-vous séduit ? » est posée à quelques lecteurs attirés par des exemples étrangers qui ne sont pas vraiment, en leur forme actuelle, transposables dans notre pays.

C'est ce que dit avec beaucoup d'à-propos un autre lecteur, dont je me permets de citer ici les remarques pertinentes : « Évitez d'appliquer les méthodes des autres pays. Chacun sa culture et son histoire. Commençons d'abord par revaloriser le métier d'enseignant, cela me semble primordial. Ce n'est pas un métier comme les autres, c'est une vocation. Il faudrait donner les moyens aux professeurs d'accompagner les élèves d'une façon plus individualisée pour éviter l'échec scolaire. »

Revaloriser le métier

Effectivement, revaloriser le métier d'enseignant, pas forcément en augmentant les salaires (même si cela peut être utile) mais d'abord en redonnant du crédit aux professeurs, à leur rôle dans la société et en les soutenant, concrètement et non par de grands discours pontifiants, dans leur travail quotidien, voilà ce qui est nécessaire. Il s'agit aussi de

□ UN SYSTÈME IDÉAL ?

École et conservatismes syndicaux

Faut-il importer un modèle étranger ? Sachons raison garder, cela n'empêche pas de réfléchir à une profonde transformation du système scolaire.

redonner confiance à des enseignants qui se sentent, aujourd'hui, mal aimés par la population ou, en tout cas, incompris, à tort ou à raison.

Remodelage

En fait, dans le corps enseignant, il y a, comme dans toute profession, des qualités et quelques incompétences qui nuisent à la crédibilité et à la réputation de l'enseignement. Mais il y a aussi des structures qui, dans l'état actuel des choses, ne répondent plus exactement aux nécessités de la société et à ses envies, ce qui peut expliquer des incompréhensions mutuelles entre enseignants et enseignés, entre autres. Faut-il pour autant tout détruire ou céder aux modes de la "facilité" ? Sachons raison garder, cela n'empêche pas de réfléchir à une profonde transformation du système scolaire.

Un véritable remodelage du système éducatif est possible, mais il est de multiples "conservatismes" à surmonter, et ils ne



sont pas là où l'on croit : ces dernières années, les principaux syndicats ont eu tendance à dire "non" là où il aurait été possible de dire "oui" et se sont tus quand il aurait fallu s'opposer fermement...

Ainsi, sur le problème des remplacements temporaires des collègues par d'autres professeurs du même établissement, qui est plutôt une bonne mesure à partir du moment où cela repose sur le volontariat enseignant et si cela ne porte que sur des périodes limitées. J'ai fait cette expérience l'an dernier, durant deux mois, avec quatre autres collègues : cela a permis à six classes de collège (soit environ 170 élèves)

d'avoir cours d'histoire-géographie alors que, si nous n'avions pas proposé de faire cours en remplacement d'un professeur qui n'aurait pu être remplacé autrement (faute de personnels disponibles, selon le rectorat), ces classes n'auraient pas eu d'enseignement de ces matières d'avril à juin... On imagine ce qu'aurait été, à juste titre, la colère (vaine) des parents d'élèves.

De plus, le fait que des professeurs de lycée enseignaient devant des élèves de collège a été très instructif pour nous et nous a permis de reprendre contact avec d'autres réalités que celles que nous connaissons dans nos classes de lycée, en général de bon niveau. Dernier point, d'ordre matériel : les heures supplémentaires ainsi effectuées nous ont permis de gagner quelques sous supplémentaires, ce qui n'est jamais totalement négligeable...

Or, cette mesure de remplacement temporaire a été très critiquée, lors de sa mise en place il y a quelques années, par les principaux syndicats enseignants,

ce qui apparaît désormais comme une erreur, voire comme une faute car cela semblait montrer un refus d'"en faire plus" et de rendre service (rémunéré) aux élèves...

Le gâchis

C'est ce genre de refus syndical enseignant qui a participé au discrédit du corps professoral dans l'opinion et qui, désormais, fait que plus personne dans la société n'écoute les enseignants ni ne cherche à comprendre leurs raisons, même (et surtout...) quand elles sont justes. Quel gâchis ! C'est d'ailleurs pour cela que la prochaine "journée d'action" des syndicats enseignants tombe à plat dans l'actualité, suscitant des "encore !" agacés parmi les parents d'élèves et les salariés... Il y aura d'autres moments où il sera nécessaire de parler haut et fort et, surtout, de se faire entendre... Mais ce ne sont pas les syndicats qui en donneront le signal.

J.-Ph. C.

* <http://jpchauvin.typepad.fr/>

Edvige, littéralement : Exploitation documentaire et valorisation de l'information générale, suscite la plus extrême agitation dans le landerneau politico-médiatique. Cette nouvelle affaire des fiches convulsionne la République, régime dont on constate, une fois encore, l'incapacité à gouverner sans être contesté par une habile agitprop médiatique qui, par son entreprise de désinformation, manipule une opinion publique décérébrée et fait chanceler l'autorité déjà bien aléatoire dudit régime. Par tout la médiocratie populacière, mais foïn d'Etat.

Nous sommes tous des Big Brother

Car qu'en est-il exactement de ce fichage de personnes et en quoi est-il préjudiciable aux libertés civiles ? Il importe, tout d'abord, de conserver à l'esprit que le fichage n'est pas l'apanage de la puissance publique. Un nombre incalculable d'organismes privés y ont recours : les banques, les pharmacies, les supermarchés, les associations "loi 1901" (au premier rang desquelles on trouve l'intégralité des partis et mouvements politiques), etc. De la même manière, chaque fois que l'on téléphone, que l'on utilise n'importe quelle carte à puce ou un badge d'entreprise, que l'on se connecte à Internet, que l'on emprunte un parking payant ou que l'on déjeune dans un restaurant, nous faisons systématiquement l'objet d'un fichage.

Bref, c'est la dissémination artificielle de Big Brother à l'œil de lynx dans toutes les activités humaines. Pis, si nous sommes espionnés nous sommes aussi espions et participons tous de cette surveillance générale devenue, Internet oblige, planétaire. (Nous invitons les lecteurs cyberéquipés à tenter l'expérience de taper leur propre patronyme sur un moteur de recherche. Certains seront édifiés du résultat !)

Certes, les progrès des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont considérablement amplifié ce phénomène au point que l'on peut légitimement craindre, en l'absence de garde-fous, notamment juridiques, des dérives en tout genre.

Sur le plan de la sécurité nationale, par exemple, le risque est particulièrement aigu dans la mesure où l'étanchéité du fameux "secret-défense" finit par devenir platonique. Que l'on se souvienne, en effet, de l'enquête prélimi-

□ AFFAIRE DES FICHES

Qui a peur d'Edvige ?

Le renseignement n'est pas une chose neuve en France et ce, depuis l'Ancien Régime.

naire ouverte (et restée sans suite depuis lors) en 2000 par le Parquet de Paris, pour « atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ». La cible visée ? Le réseau

tous, le fichage s'apparentant ici à un vulgaire *Who's who*.

L'hypocrisie des grandes consciences anarcho-socialistes et libérales-libertaires est à son

neuve en France, et ce, depuis l'Ancien Régime. Il est même d'une impérieuse nécessité pour prévenir toute atteinte intérieure ou extérieure à la sûreté de l'État. Était-il opportun, cependant, d'abroger le décret de 1991 précité ? Le renseignement d'État est, par nature, secret et son contenu comme ses modalités de recensement n'ont pas à être portés à la connaissance du public, sauf à générer le tollé que l'on sait. C'est à ce signe (un parmi tant d'autres) que l'on voit que le président Sarkozy n'est pas à la hauteur de sa fonction, laquelle commande d'être sage en toute chose et d'évaluer toujours son action à l'aune du bien commun. Être "transparent" est certes très démocratique, donc à la mode, mais ne sied guère à la gouvernance d'un État et nuit, par conséquent, à son efficacité.

Edvige vs Cristina

Cela, Mitterrand (peut-être parce que nourri au lait de l'Action française dans son jeune temps) l'avait compris, lui qui cultivait avec un raffinement suprême le goût du secret. Comme le rapporte un ex-RG : « *Tout cela existait déjà depuis longtemps. Seulement comme le décret de 1991 était rédigé de façon volontairement floue, les naïfs l'ignoraient totalement !* » (Bakchich, 9 septembre 2008). En tout



Si nous sommes espionnés, nous sommes aussi espions et participons tous de cette surveillance générale devenue, Internet oblige, planétaire.

d'écoute et d'espionnage mondial Echelon, basé aux États-Unis, par lequel la puissante NSA (Agence fédérale de la Sécurité américaine) intercepte pas moins de 4,5 milliards de communications quotidiennes (téléphone, fax et Internet) et ce, sous le paranoïaque (et polymorphe, donc bien commode) alibi de lutter contre le terrorisme. Un tel système, contre lequel l'Union européenne semble timorée au regard des moyens financiers qu'elle met parcimonieusement en œuvre, tend à placer la planète entière sous contrôle policier américain, ce qui revient à présumer que six milliards d'âmes font partie d'Al-Qaïda ! Ainsi, il y a de fortes probabilités que les cinq principaux fichiers de police ou de justice dont la France s'est dotée aient été, d'une façon ou d'une autre, dupliqués par le Pentagone, par le truchement de son CSS (Service central d'interception et d'écoutes du Pentagone).

Vulgaire Who's who

Le fichage instauré par le gouvernement français, via cette Edvige, est donc à relativiser. Si la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) a émis quelques réserves, celles-ci demeurent assez marginales à côté du satisfecit délivré par cette autorité administrative indépendante pour qui « la publication de la création de ce fichier a pour conséquence juridique de permettre le contrôle sur place et sur pièces de ce fichier par la CNIL, ce qui constitue une garantie ».

Par ailleurs, contrairement à ce que l'on peut entendre ici où là, ce fichier vise des personnes physiques ou morales ayant sollicité, exercé ou exerçant un mandat ou des responsabilités publiques. Il n'y a rien de scandaleux, puisque la notoriété doit, par définition, être connue de

comble quand tout ce beau monde incrimine, avec des trémolos dans la voix, le fait que sont également concernées des personnes exerçant individuellement ou collectivement des activités susceptibles de porter atteinte à l'ordre public, sous prétexte que cela instaurerait une présomption de culpabilité.

Confusion

On répondra, d'une part, que la présomption d'innocence s'applique à ceux qui n'ont objectivement rien à se reprocher. Cela signifie donc, d'autre part, que ne sont visées que les personnes dont les déplacements et antécédents judiciaires ainsi que le motif de l'enregistrement des données ont été fichés. De ce point de vue, le décret du 27 juin 2008 portant création d'Edvige n'est entaché d'aucune illégalité puisqu'il circonscrit précisément cette présomption d'atteinte à l'ordre public. Enfin, cette dernière était déjà présente dans l'ancien décret du 14 octobre 1991 relatif aux fichiers gérés par les ex-Renseignements généraux (article 3) intégrés depuis le 1^{er} juillet 2008 dans la toute nouvelle Direction centrale du Renseignement intérieur (DCRI).

En clair (et l'on comprend l'effarouchement des bobos mondialistes, antiracistes et indigénophobes), nos jeunes voyous des banlieues (tels que ceux que l'on a vus à l'œuvre, si peu française, un certain mois de novembre 2005) n'ont qu'à bien se tenir ! Voire... Toutefois, le texte gouvernemental est assez confus sur l'âge légal du fichage : treize ans ou seize ans ? Le Conseil d'État, devant qui le décret a été porté aux fins d'annulation, pourrait bien, dès lors, le censurer sur le chef de cette incertitude génératrice d'insécurité juridique.

Quoi qu'il en soit, le renseignement n'est pas une chose



*Michèle Alliot-Marie
Un ministre
désavoué par le Président*

cas, si Edvige est occise par décision judiciaire, le renseignement français pourra toujours se tourner vers Cristina (Centralisation du Renseignement intérieur pour la Sécurité du territoire et des intérêts nationaux), fichier classé "secret-défense", qui consignerait des données personnelles et engloberait les proches et leurs relations. Créé le 1^{er} juillet 2008, son décret n'a toujours pas été publié bien qu'il soit déjà en cours d'exécution puisqu'il regroupe les fichiers existants des Renseignements généraux et de l'ancienne DST (Direction de la Surveillance du territoire). Si vous avez aimé Edvige, vous adorerez Cristina !

ARISTIDE LEUCATE
aleucate@yahoo.fr

Signes des Temps

» EDVIGE CAFOUILLE

Dans un premier temps, réagissant à la polémique sur le fichier Edvige, le ministre de l'Intérieur assurait que les libertés n'étaient pas menacées. Dans un second temps, Nicolas Sarkozy demande une concertation qui devra être « suivie de décisions pour protéger les libertés ». Preuve, s'il en fallait une, que le décret du 1^{er} juillet avait malencontreusement omis de protéger nos libertés...

» MOTS CHOISIS

Avant le congrès du PS, Ségolène Royal invite ses rivaux à « se mettre au frigidaire ». L'ex-candidate à l'Élysée maîtrise parfaitement la langue française : pas question de mettre les querelles aux ordures. On préfère les garder au frais pour les ressortir plus tard.

» TAXE

On ne sait plus quoi taxer ! Déjà le Français doit donner son obole à l'État à chaque fois qu'il travaille, qu'il fait ses courses, qu'il fait le plein, qu'il achète une maison, qu'il meurt... Désormais, il devra aussi payer lorsqu'il pique-nique, grâce à la nouvelle taxe, de l'ordre de 90 centimes par kilo, qui touchera les assiettes, gobelets et couverts jetables. Pour l'instant, Bercy n'envisage pas de taxer ceux qui choisiront de manger avec les mains.

» OUTRE-ATLANTIQUE

Savez-vous quel est le meilleur argument de McCain dans la course à la Maison Blanche ? François Hollande a annoncé que le PS ferait « tout pour la victoire de Barack Obama ». Quand on pense qu'ils ont tout fait pour la victoire de Jospin et celle de Ségolène Royal, il y a de quoi réjouir McCain.

» SECTE

Certains se demandaient si l'UMP n'était pas une secte au sein de laquelle toute critique à l'encontre du gourou serait interdite. « *Nous sommes comme les centurions de l'Évangile, nous irons où il nous dira d'aller* » a affirmé Patrick Devedjian, secrétaire général de l'UMP, comme pour mieux confirmer le soupçon.

GUILLAUME CHATIZEL

NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE AIDE



Participez à la souscription !
VOIR PAGE 3

SÉANCE DE RENTRÉE DE L'INSTITUT D'ACTION FRANÇAISE

le mercredi 8 octobre à 20 h 30
VOIR PAGE 15

» UPM

Henri Guaino reprend la main sur l'Union pour la Méditerranée : le "conseiller spécial" de Nicolas Sarkozy, inspirateur du projet, succède à Alain Le Roy à la tête de la cellule élyséenne. Les 9 et 10 septembre, il a accompagné au Caire Jean-Louis Borloo pour travailler sur la dépollution de la Méditerranée, les autoroutes de la mer, le plan solaire et la réponse aux catastrophes naturelles.

» FRANCOPHOBIE

À Nice, le 12 septembre, lors de la réunion de l'Euro-groupe, les représentants français ont encore une fois snobé la langue de Molière. Jean Quatremer les épingle sur son blog : « Christine Lagarde, qui préside ce conseil informel, [...] Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, [...] Xavier Musca, le directeur du Trésor français, et [...] Jean-Claude Trichet se sont ingéniés à parler anglais [...], alors qu'une interprétation était disponible. Parmi les douze intervenants extérieurs invités [...], le Français Michel Pébereau, président de BNP-Paribas, s'est lui aussi exprimé en anglais. Seule la Française Pervenche Berès, la présidente de la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen, n'a pas hésité à passer pour une plouc totale en parlant... français. Oui, elle a osé ! [...] Les délégations belge et luxembourgeoise se sont retrouvées un peu seules pour parler français. Certains diplomates de ces deux pays n'en sont toujours pas revenus... »

□ ÉTATS-UNIS : PLUS QUE SEPT SEMAINES...

Une grande nation qui déraile

Bien des imprévus peuvent survenir d'ici à novembre et faire changer de mains les atouts maîtres.

Dans le monde entier s'est imposé le sigle USA - *United States of America* - qui se traduit, on le sait, par États-Unis d'Amérique. Mais depuis environ un an, les Américains donnent une autre version de ce sigle. Version sinistre qui contraste avec l'éclat, le prestige de l'authentique version. Ils appellent leur pays les *Unhappy States of America*. "Unhappy" signifie malheureux. Ainsi, le même sigle offre une nouvelle marque qui bouscule et interpelle. C'est le but.

Sinistrose

Les Américains veulent crier leur désarroi en inspectant l'état des lieux. Masochisme ? Peut-être. En tout cas, lucidité. Et courage. Les conventions du parti démocrate puis du parti républicain n'ont rien changé aux résultats de cette introspection nationale. Pendant deux fois quatre jours, les Américains se sont plu à s'étourdir dans les effluves de la politique. Ce fut moins la recherche d'issues de secours qu'une double fuite en avant.

Malheureux, les Américains ont des raisons de l'être. Ils ont aussi les moyens de le faire savoir : à sept semaines de l'élection présidentielle, ils sont devenus les otages des instituts de sondage. La majorité d'entre eux désapprouvent la façon dont est conduit le pays, affichent avec obstination leur désaccord avec la guerre en Irak, témoignent face aux multiples défis économiques d'une angoisse croissante et presque paralysante.



Le "phénomène" Sarah Palin ne pourra pas occulter la crise que traversent les États-Unis.

Les "sondeurs" traduisent en chiffres cette sinistrose ambiante : deux Américains sur trois condamnent George Bush ; six sur dix estiment que Bagdad rejoindra Saigon ; quatre sur cinq affirment que le pays s'englué dans une inavouable récession. « *L'Amérique est une grande nation, soupire Brian Jones, quarante et un ans, cadre dans une entreprise du Maryland, mais on a l'impression qu'à un certain moment, elle a déraillé, qu'elle est sortie de la voie qui a fait pendant deux siècles sa force et sa grandeur.* »

Litanie désolante

Témoignage révélateur. Il en existe des milliers comme lui : il suffit de réunir dix Américains et de les laisser parler. Le quotidien *USA Today* a tenté l'expérience, l'autre semaine. Dans le New Jersey, autour d'une table, six hommes et quatre femmes entouraient un journaliste devenu pour deux heures meneur de débat. Sa première question invita l'assistance à réagir sur le positif, sur les raisons d'espérer -

bref, sur ce qui paraissait aller plutôt bien dans le pays. Aussitôt, un lourd silence gêné emplit la salle comme si une incongruité avait été lâchée. Après plusieurs minutes, cette chape d'affliction fut brisée par une seconde question - « *Qu'est-ce qui vous semble aller mal ?* » - qui ouvrit, en quelque sorte, les vannes du pessimisme. Tout le monde voulut parler en même temps. Les dix cobayes devinrent très vite intarissables. Chacun avait quelque chose à sortir de son placard à frustrations. Un placard plein à craquer : le sort des 140 000 "boys" en Irak, la remontée des Taliban en Afghanistan, les 605 000 emplois perdus depuis janvier, les 6 % de chômage (un record depuis 2003), le fossé entre riches et pauvres, la porosité des frontières, l'invasion étrangère, la multiplication des affaires de corruption.

Au milieu de cette désolante litanie, un des participants à cette table ronde de *USA Today* voulut sans doute détendre l'atmosphère et ouvrir un coin de ciel bleu : il évoqua certains indices boursiers reflétant une ti-

mide mais réelle confiance. Aussitôt, les neuf autres se ligüèrent contre lui pour le marginaliser dans son optimisme provocant. Et s'ingénièrent à assombrir son lambeau d'azur. Il leur a suffi pour cela d'insister sur l'essence ruineuse, l'inflation menaçante, les faillites en cascade et l'inabordable assurance santé. La réunion se termina comme prévu dans la morosité.

Candidats "rebelle"

Cette morosité encourage, bien sûr, l'émergence de candidats "rebelle" aux deux grands partis et à la sclérose du système (Ron Paul, Ralph Nader, Robert Barr, entre autres) qui tous espèrent renouveler en novembre prochain l'exploit de Ross Perot en 1992. Ce riche texan obtint cette année-là plus de vingt millions de voix et établit un record - la spectaculaire percée d'une "troisième voie" - sans précédent depuis huit décennies. George Bush (père) perdit la présidence et Bill Clinton le remplaça : un démocrate après douze ans de règne républicain. La crise économique de 1992 fut le grand artisan du bouleversement.

La crise actuelle aura-t-elle les mêmes conséquences après, cette fois-ci, huit ans de règne républicain ? Les sondages nous inciteraient à le croire. À sept semaines de l'élection, 53 % des Américains ont une opinion plutôt favorable du Parti démocrate et 38 % seulement du Parti républicain. Mais tant d'imprévus peuvent survenir d'ici à novembre.

Des imprévus dans tous les domaines capables de redistribuer les cartes et faire changer de mains les atouts maîtres. Pour cette course impitoyable, sept semaines, c'est une éternité.

DE NOTRE CORRESPONDANT AUX ÉTATS-UNIS PHILIPPE MAINE

Qui l'eût cru ? Assef Ali Zardari, veuf de Binazir Bhutto, leader du PPP, Parti du peuple pakistanais, vient d'être porté à la tête de l'État par le Parlement et les assemblées provinciales réunies. Les fonctions du président au Pakistan ne sont plus honorifiques. Le prédécesseur de Zardari, le général Musharraf, voulant tailler un poste à sa mesure, en avait fait accroître considérablement les prérogatives. Zardari va en bénéficier.

Il y a quelques mois, personne au Pakistan ne pariait un centime sur les chances de Zardari, le "veuf de"... L'homme est très impopulaire. Sa réputation de corruption est incontestée même parmi les membres de son parti. Il a passé des années en prison pour divers délits financiers. Plus récemment, sorti de son pays et "réfugié" en Angleterre, il a réussi à échapper à l'extradition grâce à des certificats de démence délivrés par des experts... américains.

M. 10 %, le "pourri", comme le qualifient ses adversaires, ou un fou ? Certainement pas un fou. Il

□ PAKISTAN

Le prix d'une présidence

Zardari a été élu grâce à Washington. Nouvelle erreur américaine...

a, certes, changé depuis peu. Il se fait tailler ses épaisses moustaches noires (teintes), elles sont discrètes et presque blanches. Il a changé de coiffure et surtout il a fait une allégeance totale à Washington qui, malgré des démentis timides, a favorisé - ce n'est peut-être là qu'un euphémisme - son élection. Dès son accession au pouvoir suprême, le président Zardari a autorisé les forces spéciales et l'aviation américaines à intervenir directement dans la zone tribale, sanctuaire des Taliban afghans et d'El-Qaïda. Il a également invité le président afgan Karzaï à son intronisation, esquissant ainsi un rapprochement avec Kaboul. Le général Musharraf, pourtant lui aussi proche de Washington, avait refusé l'un et l'autre geste. L'aval donné à l'intervention directe

américaine dans la zone tribale est sans nul doute le prix payé par Zardari pour être élu grâce à Washington, ses manœuvres, sa pression et peut-être ses dollars.

Une décision grave

Qu'une, mais pas la seule, clé de lutte contre les Taliban, se trouve au Pakistan, aucun doute ! Qu'un rapprochement avec Kaboul soit bénéfique n'est pas non plus contesté. Mais l'intervention militaire directe de Washington, même si elle produit des résultats positifs à très court terme, pourrait se révéler dangereuse.

Les Pakistanais, déjà très remontés contre la politique américaine, ne toléreront pas cette ingérence. Des manifestations violentes ont déjà commencé par-

tout. L'armée pakistanaise ne l'acceptera pas non plus. Le général Kyani, chef des armées, pourtant discret, a déclaré publiquement qu'« aucune force extérieure n'est autorisée à mener des opérations en territoire pakistanais ». Avertissement à Washington et à Zardari. Autre danger à terme : les Taliban et leurs alliés, les forces tribales pakistanaises de la zone de combat, vont se présenter comme les défenseurs de "la patrie" contre l'invasisseur. Tout comme le Hézzbollah du Liban face aux Israéliens. La donne étrange dans la région et les conséquences ne pourraient en être maîtrisées totalement.

Il est donc permis de penser que l'intervention militaire américaine au Pakistan, passée presque inaperçue en France,



même si elle permet de porter quelques coups aux Taliban, finira par se révéler improductive, voire dangereuse.

Une fois de plus, en misant sur un homme corrompu et impopulaire, mais absolument docile, Washington semble avoir commis une erreur grave. On n'oubliera pas le précédent désastreux d'Ahmed Chalabi en Irak, un ju-meau irakien de Zardari, et le prix fort payé par Washington d'avoir misé sur lui après l'élimination de Saddam Hussein.

P.N.

On parle désormais de la guerre en Afghanistan et on n'a pas tort. Une large partie des Afghans, le gouvernement légitime du pays et 70 000 soldats de la "coalition internationale" sont en guerre contre les Taliban et El Qaïda que soutiennent de très nombreux Afghans, surtout les Pachtouns. Cette guerre ne pourra pas être gagnée par la seule force des armes. On n'oubliera pas que les Soviétiques, avec 250 000 hommes, n'avaient pas pu vaincre les Afghans, pas plus qu'avant eux les Britanniques.

Trop d'importations

L'aide internationale promise à l'Afghanistan n'y parvient pas, et lorsqu'elle est versée, elle enrichit surtout une partie des dirigeants et des "intermédiaires" occidentaux. Un scandale aux yeux des Afghans. Un changement radical s'impose. Les Taliban vivent surtout de la culture du pavot qu'ils protègent et de l'exportation de l'opium via l'Iran vers l'Europe. Tant qu'une autre source de revenu ne sera pas mise en place, les déclarations officielles et les frappes sur les plantations n'y changeront strictement rien.

La communauté internationale et les ONG - trop nombreuses sur place - vivent en vase clos, et pas seulement pour des raisons de sécurité. Elles ne consomment pratiquement que des produits importés et ne vivent pas de la production locale. Une partie de ces importations alimente d'ailleurs un marché noir très rentable. Cela doit changer, quitte à mécontenter quelques-uns : les Afghans qui travailleront pour ravitailler la

TERRORISME

Afghanistan : la guerre

Le combat devrait être menée aussi sur le plan économique, politique et diplomatique. Sans quoi aucune victoire ne sera possible.

communauté internationale seront alors forcément des amis ; c'est élémentaire, et pourtant...

Sur le plan politique, le président Karzaï et son gouvernement sont discrédités. Accusés de corruption, incapables aux yeux d'une partie de l'opinion de rétablir l'ordre et la sécurité, marionnettes des Américains pour beaucoup, ils survivent grâce à la protection des forces de la coalition. Le retour à la monarchie ayant été écarté au moment de la libération du pays, et après la mort du vieux roi Zaher Shah il ne reste plus de solution immédiate de ce côté. Karzaï a le mérite d'exister, il est selon beaucoup "le moins pire" ; il faudrait donc faire changer les méthodes de son gouvernement, le rendre plus représentatif, écarter quelques personnes de son entourage, en un mot le rendre plus crédible. En Occident, tout le monde en convient. Seuls les Américains pourraient faire quelque chose. Or, rien ne se fera à Washington avant l'installation du nouveau président. Ne sera-t-il pas alors trop tard ?

Zalmag Khalilzad, ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, d'origine afghane, l'homme qui est en partie responsable des erreurs commises en Afghanistan, puis en Irak où il fut ambassadeur, intrigue actuellement pour suc-

céder à Karzaï ! Trop attaché à son influence et à sa présence au devant de la scène médiatique, il ne supporterait pas, dit-on, d'être relégué après le départ de



Au moins le président Karzaï a-t-il le mérite d'exister...

l'équipe Bush-Cheney. On pourrait être tenté, à Washington, de le pousser et de l'imposer à la tête de l'Afghanistan. Il ne sera certainement pas un autre Zardari, mais sans doute un Saakachvili bis. Est-ce le recours, la solution ?

Ceux qui se battent en Afghanistan aux côtés des Américains devraient avoir leur mot à dire, après les Afghans bien entendu. Sur le plan diplomatique, les Taliban et la nébuleuse terroriste sont soutenus par des Pakistanais et par le régime de Téhéran. Le président Sarkozy, tout comme les dirigeants américains, insiste sur la nécessité d'une cla-

rification du côté pakistanais. Avec Zardari, Washington a entrepris de faire lui-même une partie de la besogne. Mais cela ne suffit guère. Surtout qu'avec Téhéran, on ferme totalement les yeux dans l'espoir de ne pas nuire aux négociations sur la crise nucléaire qui durent depuis des années sans le moindre résultat.

Victoire impérative

Le problème afghan est complexe. Le monde civilisé ne peut pas se permettre d'être vaincu par le terrorisme islamiste et d'abandonner encore une fois le peuple afghan qui en est la principale victime. Il faudrait, certes renforcer, organiser et former la nouvelle armée afghane. Il faudrait changer certaines méthodes. On ne combat pas le terrorisme par les bombardements aériens. Mais il faut, avant tout, privilégier les solutions politiques. La guerre d'Afghanistan pourrait, et devrait, aboutir à une victoire sur le terrorisme islamiste, sur la barbarie. Le sacrifice de tant d'hommes et de femmes, tant afghans qu'issus de la coalition, n'aura alors pas été vain. En Afghanistan, il n'y a qu'une seule issue : vaincre. Militairement et politiquement.

PASCAL NARI

Un bon compromis en Géorgie

L'accord obtenu la semaine dernière à Moscou par Nicolas Sarkozy - comme président de la République française et de l'UE - est un bon compromis. Il se base sur trois principes essentiels.

Les troupes russes qui se trouvent actuellement en territoire géorgien l'évacueront dans un délai d'un mois. Cette évacuation a déjà été entamée vendredi dernier. Des observateurs européens seront déployés dans la région pour constater la réalité de cette évacuation et le respect du cessez-le-feu. Une conférence sera tenue ultérieurement, vers la fin octobre peut-être, à Genève, pour aborder les aspects politiques du problème.

L'accord permet de sortir provisoirement de l'impasse produite par l'attaque "surprise" du territoire ossète par les troupes du président Saakachvili et la riposte probablement disproportionnée des Russes. La crise s'apaise donc. Tbilissi proclame déjà que l'accord a été violé puisque les troupes russes restent toujours en Ossétie et en Abkhazie.

Mais l'accord Sarkozy-Medvedev ne prévoyait pas cette hypothèse d'évacuation d'ailleurs inimaginable pour Moscou qui a reconnu l'indépendance des deux régions "séparatistes" et y a même nommé des ambassadeurs. En fait, il semble qu'on devrait s'acheminer vers un très long processus, comme au Kosovo, aboutissant à une forme d'indépendance de ces deux régions.

Moscou par un recul tactique, semble avoir marqué un point stratégique. Ses troupes seront pratiquement à trente kilomètres de Tbilissi avec la bénédiction de l'Europe.

Il a été dit que l'accord Sarkozy-Medvedev comporterait une clause non écrite : l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN sera renvoyée aux calendes grecques. Moscou obtiendrait donc satisfaction sur un point crucial pour sa diplomatie dans une région voisine.

Deux éléments importants : la conclusion d'un accord de partenariat privilégié entre l'Ukraine et l'Europe de Bruxelles et surtout la déclaration officielle du Premier ministre ukrainien, Mme Yulia Timoshenko, selon laquelle l'accord avec l'Europe sera beaucoup plus important et primordial que l'adhésion à l'OTAN.

On assiste ainsi à une redistribution des cartes. Il est regrettable que les grands médias en France accordent si peu d'intérêt à ces problèmes dont les conséquences, notamment en ce qui concerne l'équilibre des forces mondiales et notre approvisionnement énergétique pourraient être d'une très grande importance.

P.N.

LA FRANCE DANS LE MONDE

Une déclaration du prince Jean

Le duc de Vendôme s'est exprimé sur la mort des soldats français en Afghanistan et la politique étrangère de notre pays.

C'est avec une profonde émotion que je veux rendre hommage aux dix jeunes Français qui, au cœur de l'été, ont fait le sacrifice de leur vie sur le sol afghan. Ce n'est ici ni le temps ni le lieu de juger du bien-fondé de leur envoi dans cette région du monde, moins encore des circonstances de l'embuscade dont ils ont été victimes. Ils sont morts pour la France, c'est la seule chose que je veux voir aujourd'hui.

Le sens de la présence française

Prince de la Maison de France, je me sens en profonde communion avec tous ceux qui œuvrent, combattent, meurent sous notre drapeau. Je ne peux m'empêcher de penser à mon oncle François tombé au champ d'honneur en Algérie et à tous les princes de ma famille qui, à toutes les générations, ont mis leur jeunesse au service des Armes de la France.

Toutefois, plus que jamais, je ressens comme un devoir de m'interroger sur le sens de la présence française dans le monde, sur lequel la mort de ces soldats français vient jeter une lumière si crue. Que notre pays ait, dans le monde d'aujourd'hui, des responsabilités propres impossibles à esquiver ne fait à mes yeux aucun doute. Ces responsabilités relèvent pour une part de sa longue

présence dans de nombreux points du globe : en Afrique du nord, en Afrique noire, au Québec, au Proche-Orient, en Extrême-Orient, et bien sûr dans les départements et territoires d'outre-mer. Elles relèvent également de son prestige culturel et de son image civilisatrice sans réel équivalent. Elles relèvent enfin, même si à ce titre elle est en concurrence avec un nombre croissant de pays, de la dynamique industrielle et commerciale de ses entreprises.

Dans ce qu'elle doit spécifiquement défendre et promouvoir, je placerai au premier rang la francophonie. Les membres de Gens de France savent la place que je lui accorde dans ma réflexion et dans mon action. Tous les États francophones et, plus largement, l'ensemble des pays qui font à un degré ou un autre usage de la langue française, regardent ce que la France fait à cet égard et aussi ce qu'elle ne fait pas.

Tout aussi important, la France se doit de maintenir haute et forte sa diplomatie traditionnelle, qui vise à maintenir les grands équi-

libres internationaux pour assurer une paix durable, garantissant aux peuples du monde les conditions d'une vie digne et libre. C'est la politique de saint Louis et d'Henri IV, celle aussi des traités de Westphalie qui apportèrent la paix au monde germanique tout en assurant la tranquillité de l'Europe jusqu'à ce que la Révolution vienne la bouleverser.

Quatre principes capétiens

Je voudrais ici rappeler les quatre grands principes sur lesquels s'appuyaient déjà les premiers Capétiens : patience, sobriété, prudence et rigueur. La patience, c'est, dans le meilleur sens, "donner du temps au temps", ou plutôt donner sa chance au temps. La sobriété, c'est laisser l'arbre pousser tout droit pour lui permettre ensuite de mieux s'épanouir. La prudence, c'est, comme pour les offensives militaires, ne s'engager qu'à coup sûr, toutes hypothèses pesées. Enfin, et c'est le point le plus im-

portant, la rigueur doit être le souci constant de ceux qui conçoivent la politique à mener comme de ceux qui l'exécutent.

Toute politique doit être pensée, appliquée et, le moment venu, jugée, à l'aune de ces quatre critères. Je laisse chacun apprécier ce qu'il en est, à cet égard, de la politique actuelle. Je bornerai mon commentaire à ceci : ce qu'il est convenu d'appeler la mondialisation, avec son rêve d'un développement économique global et continu, cache de plus en plus difficilement les foyers d'instabilité qu'elle attise. Dans ce monde dur et dangereux, la France doit plus que jamais se donner les moyens de tenir son rang. Au premier chef - nos dix soldats tombés au champ d'honneur sont venus nous le rappeler - les Français doivent consentir à une politique de défense à la hauteur des défis qui nous sont lancés, une politique patiente, sobre, prudente et rigoureuse.

JEAN DE FRANCE
DUC DE VENDÔME

Tous les lecteurs de *L'Histoire de la politesse* devaient attendre avec hâte celle-ci. A-t-on déjà vu la patience aussi bien récompensée ? *L'Histoire du snobisme* est une belle réussite de synthèse. Quel plaisir, quelle délectation et quel soulagement aussi de s'apercevoir que ce livre a été mené par les mêmes rênes que le précédent. Nous retrouvons l'écriture simple et amusée de Frédéric Rouvillois qui, telle une lame bien aiguisée, pourfend les préjugés et défait les mensonges.

« *Le snobisme semble avoir existé [...] dès le lundi de la semaine qui suivit celle où Dieu créa l'univers* » écrit Joseph Epstein. Nous sommes d'accord, des snobs, il y en a toujours eu. Être snob n'est pas glorieux mais être snobé est encore bien pire. C'est en 1846 que naît officiellement le snobisme, lorsque William M. Thackeray le nomme ainsi pour la première fois dans la gazette satirique britannique *The Punch*, entraînant de ce fait un accroissement considérable du nombre de ses adeptes, car Frédéric Rouvillois nous le dit bien : une fois nommé, un phénomène ne peut que prendre plus d'ampleur.

Le mythe de la particule

Après quelques pages, l'auteur tente de nous donner une explication quant à la provenance du mot "snob" mais l'affaire ne semble pas aisée et nous nous retrouvons avec quatre hypothèses toutes aussi plausibles les unes que les autres. La première est celle de John Deren qui lui attribuerait des origines latines : "sine nobilitate", signifiant "sans noblesse". La deuxième est celle de Walter W. Skeat qui opterait plutôt pour des origines scandinaves avec le "snapr" islandais tradui-

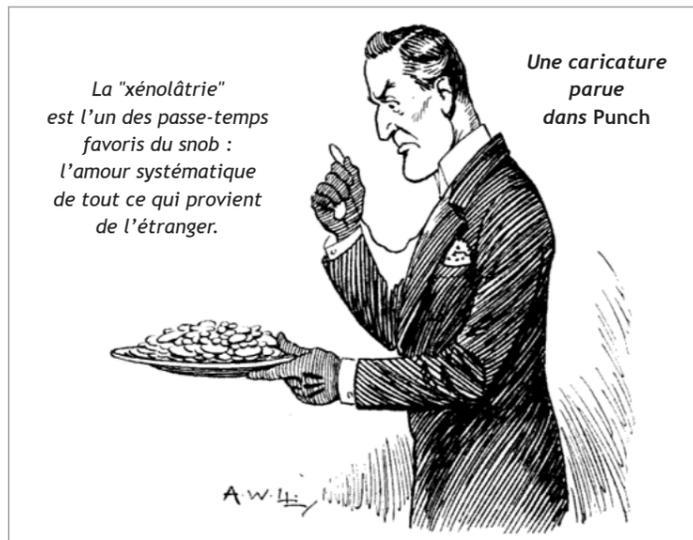
□ LE DERNIER LIVRE DE FRÉDÉRIC ROUVILLOIS

Une lame aiguisée contre les préjugés

Faisant suite à *L'Histoire de la politesse*, *L'Histoire du snobisme* parue au début du mois est un nouveau succès pour la littérature française.

sant la stupidité. Puis vint une hypothèse française où snob serait la version paysanne de l'expression "c'est noble", et enfin l'hypothèse de Thackeray, père du mot, qui pense qu'il s'agit sim-

plement d'un terme argotique utilisé par les étudiants de Cambridge à la fin du XVIII^e siècle. Le prologue s'achève sur une série de tentatives pour qualifier les snobs plus précisément, en égratignant au passage la démocratie formatrice de snobs à cause de l'absence de hiérarchie, et s'ouvre alors la première partie du livre : "Snobismes du monde".



plement d'un terme argotique utilisé par les étudiants de Cambridge à la fin du XVIII^e siècle. Le prologue s'achève sur une série de tentatives pour qualifier les snobs plus précisément, en égratignant au passage la démocratie formatrice de snobs à cause de l'absence de hiérarchie, et s'ouvre alors la première partie du livre : "Snobismes du monde".

L'auteur ne perd pas de temps et s'attaque en premier lieu au mythe de la particule qui, nous révèle-t-il, constitue bien la première imposture du snob puisqu'elle a perdu tout son sens au

fringant, Bouchard. Ainsi, tous les snobs du monde doivent être fortement en désaccord avec le célèbre vers shakespearien : « *Qu'y a-t-il dans un nom ? Ce que nous appelons une rose embaumerait tout autant sous un autre nom.* » La rose embaumerait peut-être tout autant, mais personne ne lui prêterait attention, sans doute parce que les hommes que les snobs veulent égaler sont au final, et même s'il n'y a pas d'explication raisonnable à cela, tout aussi snobs qu'eux.

Dans les pages qui suivent, nous apprenons qu'acquérir un

titre de noblesse peut se faire en un clic ; plusieurs sites Internet proposent de devenir légalement chevalier, baron, comte ou marquis, la seule limite étant le prix que l'on voudra bien y mettre. D'absurdité en absurdité, M. Rouvillois nous fait découvrir l'un des passe-temps favoris du snob, ce qu'il nomme justement la "xénolâtrie", c'est-à-dire l'amour systématique de tout ce qui provient de l'étranger. C'est comme ça que des manières empruntées à nos voisins les Anglais entrèrent peu à peu dans nos mœurs françaises au XIX^e siècle, et notamment la mode vestimentaire londonienne. C'est une autre sorte de mode qui sera évoquée dans la seconde partie du livre intitulée : "Snobismes de la révolution".

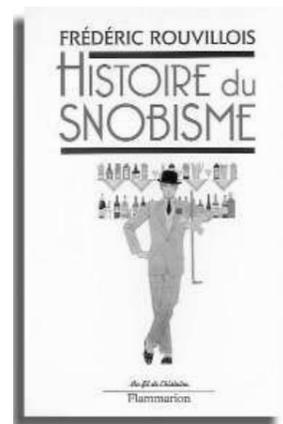
"Tendance"...

L'automobile a toujours joué un grand rôle dans l'univers des snobs. Comme les vêtements, elle est le mensonge, faute d'être le témoin d'un statut réel, sous lequel ils se dissimulent pour paraître. Quelques illustrations au milieu de l'ouvrage nous en parlent. M. Rouvillois en vient plus tard à taxer certains sports de n'être qu'un rassemblement de snobs. Il cite le golf, que le public assimile volontiers aux riches, puis le polo et le tennis.

Pour les snobs l'affaire est simple : il faut faire ce qui est "tendance". Pour cette raison les femmes suivent attentivement l'évolution de la haute couture.

Les accessoires ont leur importance, aussi, si Karl Lagerfeld apparaît avec un éventail, c'est qu'il convient d'en avoir un.

Les esclaves de cette tendance au snobisme sont les artistes. Ainsi, lorsque l'impressionnisme faisait fureur dans les musées et les salons privés, il leur fallait bien se garder de produire une toile d'un autre genre car jusqu'à ce qu'un snob haut placé n'en détourne le regard, ses camarades n'auraient d'yeux que pour ce mouvement...



Nous ne vous livrerons pas tous les trésors de ce livre. En tout cas, force est de constater que cette *Histoire du snobisme* est un nouveau succès pour la littérature française. Frédéric Rouvillois aura réussi une fois encore à nous passionner jusqu'au bout. Merci.

CAROLE NOZIÈRE

* Flammarion, 408 pages, 25 euros

Nous sommes en 1660, sous Louis XIV. La situation en Nouvelle-France est dramatique : une population d'à peine 1 500 habitants se trouve confrontée à une colonisation britannique beaucoup plus dense, ainsi qu'aux menaces incessantes des raids iroquois. Ceux-ci empêchent tout commerce et les marchands menacent de fuir ; la colonie risque de disparaître.

Face aux Iroquois

Adam Dollard, sieur des Ormeaux, s'est vu confier une terre à Ville-Marie par M. de Maisonneuve. Cela fait deux ans qu'il est arrivé de France ; il a vingt-cinq ans, il est officier de la petite garnison. Il est du sang dont on fait les héros, et la France d'alors en prodiguait beaucoup... Il emprunte un peu d'argent en signant "Dollard" pour équiper son expédition, puis il part. Il est suivi par seize jeunes compagnons de dix-sept à vingt-trois ans, par quarante guerriers hurons, et par le grand chef algonquin Annaotaha avec quatre guerriers. Il veut attaquer les bandes d'Iroquois qui passent à la fin de l'hiver sur la

□ QUÉBEC : 400 ANS, JE ME SOUVIENS...

Le sacrifice d'Adam Dollard

Héros de la bataille de Long-Sault, il fait le sacrifice de sa vie pour sauver la colonie de Ville-Marie en 1660.

rivière des Outaouais, chargés de fourrures destinées aux Anglais. Et ce à Long-Sault, un lieu stratégique qui, libéré, permettrait aux trappeurs et aux alliés amérindiens de venir vendre leurs fourrures en Nouvelle-France.

Ils surprennent des Iroquois qu'ils mettent en fuite à l'île Saint-Paul, aujourd'hui l'île des Sœurs. Le 1^{er} mai, ils arrangent comme ils peuvent un vieux fortin algonquin à Long-Sault mais aperçoivent déjà les Iroquois. Non pas une bande de chasseurs, mais une masse de trois cents guerriers bien armés, qui arrivent sur le "sentier de la guerre" pour exterminer ce qu'il reste de la colonie française.

L'affrontement est terrible. À l'époque, plusieurs flèches pouvaient être lancées avant le rechargement d'une arquebuse... Les Iroquois en possédaient depuis longtemps, fournies par les

Anglo-Hollandais, alors que la France reculait toujours la distribution, consciente des génocides perpétrés entre eux par les Amérindiens.

L'enfer du fortin

La première, puis la seconde et la troisième vague d'assaut sont repoussées. Français, Algonquins et Hurons sont "au coude à coude" et résistent face aux "diables rouges". Eugène Guénin relate les combats dans son magnifique ouvrage *La Nouvelle-France* : « *Des Hurons, franchissant la palissade, allaient au milieu du feu couper la tête d'un chef qu'une balle avait tué et la plantaient sur un des pieux de l'enceinte.* »

Un instant on se prend à espérer, quand six cents autres Iroquois arrivent. La panique gagne ; quelques Hurons s'enfuient mais

sont vite massacrés. Au fil des jours, les denrées diminuent, mais la fuite est impossible. L'ingénieur Dollard tente de lancer un tonneau de poudre sur les assiégeants ; une erreur de manœuvre le détourne vers le fortin et c'est l'horreur pour les Français, dont plusieurs meurent. Les Iroquois en profitent ; un terrible corps à corps s'ensuit selon le témoignage d'un survivant huron.

Quand les Iroquois pénètrent dans la modeste position, ils rencontrent cinq Français et quatre Hurons qui défendent chèrement leur vie. Un Français gravement blessé est torturé à mort sur place, tandis que les quatre autres sont partagés entre Onneiouts, Agniers et Onontagués, constituant trois des cinq nations Iroquoises d'Amérique ; ils finissent torturés et sans doute dévorés comme le veut la coutume...



La bataille du Long-Sault
Gravure du début
du XX^e siècle

Le sacrifice de Dollard des Ormeaux et de ses compagnons aura sauvé la toute jeune ville de Montréal d'une extermination programmée : lourdement étrillés par la petite résistance courageuse, les Iroquois préférèrent rentrer chez eux. Trappeurs et Amérindiens reprennent le commerce des fourrures. Radisson et Des Groseillers, de célèbres explorateurs, se rendent à Québec avec soixante canots remplis de fourrures... Qu'on ne les oublie pas.

FRÉDÉRIC WINKLER

Il doit être exaltant de régner sur ce rocher méditerranéen au soleil enchanteur, où dès 1297 les Grimaldi, fuyant Gènes infestée par les Gibelins (adversaires du pape), vinrent s'emparer de la citadelle avec l'aide des frères franciscains. En sept siècles d'histoire, traversant mille vicissitudes, cette famille a réussi à maintenir l'identité de la seigneurie dont l'indépendance fut reconnue dès 1512 par le roi de France Louis XII. Un temps tourné vers l'Espagne de Charles Quint qui l'érigea en principauté, cet État revint en 1641 au service des Bourbons et le prince d'alors reçut, outre Menton et Roquebrune, le duché-pairie de Valentinois et le marquisat des Baux-de-Provence. Au XVIII^e siècle, le prince Antoine I^{er} étant mort sans enfant, son gendre Jacques de Goyon de Matignon lui succéda en reprenant le nom de Grimaldi.

Un pays libre

Puis vint la Révolution dite française qui arracha à Monaco son indépendance avant que le congrès de Vienne en 1815 plaçât la principauté sous la protection du roi de Sardaigne dont elle ne sortit qu'en 1860, amputée de Menton et de Roquebrune rattachés par référendum à la France. Il ne lui restait plus dès lors, pour subsister, qu'à opérer une reconversion économique.

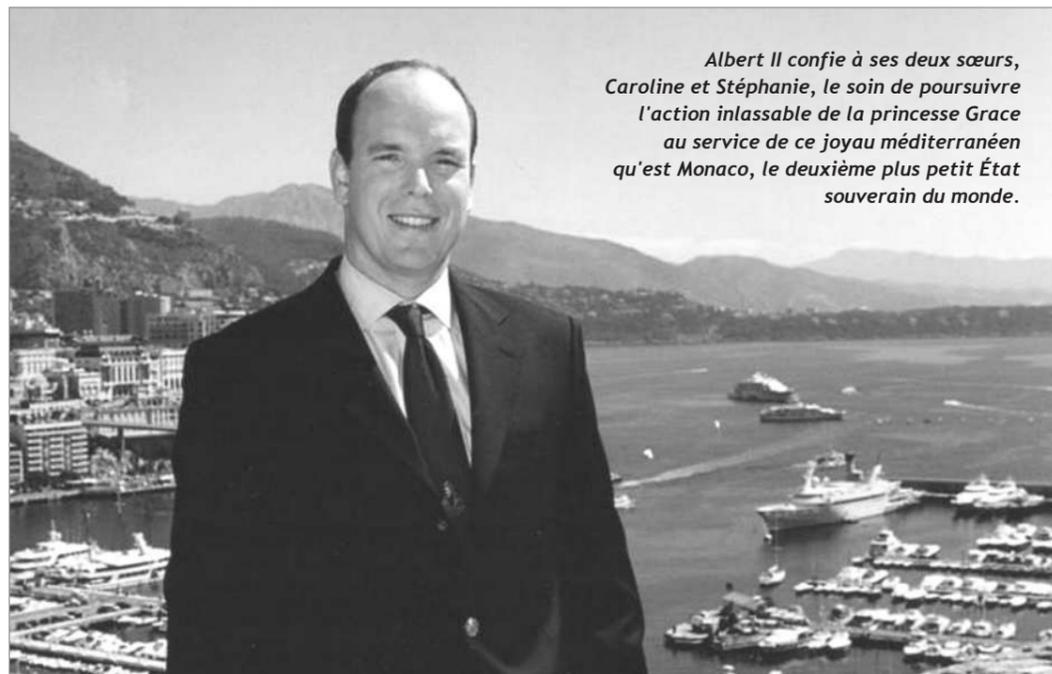
Le prince Charles III, mourant en 1889, avait déjà forgé un État libre et très à la mode, où les jeux étaient autorisés et où l'on ne payait pas d'impôts directs ! Son fils Albert I^{er}, régnant jusqu'en 1922, fut un marin et un savant, écologiste avant l'heure, créateur du musée océanographique, unique au monde. Son fils, le futur Louis II (grand-père de l'actuel prince) lui donna quelques soucis par son obstination à rester célibataire, car, alors, les héritiers auraient été les rois de Wurtemberg, descendants d'une sœur du prince Charles III - ce dont, en pleine guerre de 1914-1918, la France ne voulait point ! Louis, par ailleurs grand soldat, dut alors reconnaître sa fille naturelle prénommée Charlotte née en 1898 et la titrer Mademoiselle de Valentinois, habilitée à lui succéder.

Charlotte, princesse héritière, eut dans la Croix-Rouge une conduite remarquable durant les deux guerres. En 1920, elle épousa le comte Pierre de Polignac, et une fois de plus le nom de Grimaldi se trouva relevé par une pièce rapportée. Puis Charlotte (qui devait vivre jusqu'en 1977) et Pierre divorcèrent pour le plus grand malheur de leurs enfants Antoinette, aujourd'hui baronne de Massy, née en 1920, et Rainier, né le 31 mai 1923, lequel, après avoir dormi, bébé, une nuit au palais dans le lit du roi de Rome, connut une enfance triste et ballottée. Or Louis II, qui sur ses vieux jours s'était marié (avec l'actrice Ghislaine Domange), mourut, toujours sans enfant légitime, en 1949. Aussitôt le jeune Rainier, assez mal préparé, devint Rainier III, "prince souverain de Monaco par la grâce de Dieu" aux pouvoirs quasi absolus, et entra dans la légende

LES SOUVERAINS EUROPÉENS - VII

Le prince Albert II de Monaco

De toutes les dynasties régnantes que nous présentons dans cette rubrique, la famille de Monaco est assurément la plus connue du grand public. Mais les médias, toujours friands de secrets d'alcôve, ne rendent pas toujours compte du rôle réellement politique de l'actuel prince souverain Albert II de Monaco.



Albert II confie à ses deux sœurs, Caroline et Stéphanie, le soin de poursuivre l'action inlassable de la princesse Grace au service de ce joyau méditerranéen qu'est Monaco, le deuxième plus petit État souverain du monde.

dorée en épousant le 19 avril 1956 la célèbre actrice américaine Grace Kelly, l'une des plus belles femmes, et des plus distinguées, du XX^e siècle.

À l'école de son père

Quand Albert vint au monde, le 14 mars 1958, l'image de son père Rainier commençait d'imposer dans le monde. Prince bâtisseur, affable mais volontaire et inflexible, jaloux de l'indépendance de son pays, sachant tenir tête tant au général De Gaulle qu'au riche armateur Onassis, il s'appliquait, avec l'aide toujours souriante et intelligente de la princesse Grace, à faire entrer Monaco dans le concert universel, organisant de grands congrès internationaux, d'importantes manifestations culturelles dans le cadre de l'UNESCO et de grandioses soirées de bienfaisance, assainissant radicalement les opérations financières et rénovant les structures économiques, sans rompre avec les traditions spécifiques du pays.

Ce pays féérique connut toutefois un grand malheur le 14 septembre 1982 quand la princesse Grace mourut d'un accident de voiture. Albert, alors âgé de vingt-quatre ans, lui succéda aussitôt comme président de la Croix-Rouge monégasque.

Ancien élève de l'École navale française, puis de l'université du Massachusetts, poursuivant dans une grande banque son apprentissage des affaires monétaires et immobilières (essentielles dans un État en train de s'agrandir d'un quart en prenant sur la mer...) le prince héritier, titré marquis des Baux, dut de plus en plus seconder son père inconsolable, qui n'en continua pas moins d'insuffler un renouveau industriel et de susciter des manifestations tant culturelles que sportives de très

grand prestige. Lors de l'admission de Monaco à l'ONU en 1993, Albert fut nommé par son père président de la délégation monégasque. Le 5 octobre 2004, ce fut encore Albert qui se rendit à la cérémonie d'adhésion de la principauté au Conseil de l'Europe.

L'exception monégasque

Rainier III mourut le 6 avril 2005 à quatre-vingt-un ans et toute la population monégasque le pleura comme un père en qui s'incarnait la patrie. Aussitôt Albert, quarante-sept ans, déjà vénéré de son peuple et parfaitement préparé à sa tâche, devint Albert II "prince souverain par la grâce de Dieu". Son avènement officiel, le 12 juillet suivant, fut réellement une fête de famille comme seules les monarchies peuvent en connaître. « *Venus de Ligurie, de Gènes, nous sommes les héritiers de la Grèce, de Rome et de la Chrétienté*, déclara le prince. *Notre religion d'État catholique, apostolique et romaine est là pour nous le rappeler.* » Le matin même, après la messe, la bénédiction de l'archevêque de Monaco, accompagnée du *Domine Salvum fac Principem nostrum* et du *Te Deum*, avait montré à la face de l'Europe apostate qu'à Monaco le laïcisme et les valeurs républicaines ne font pas la loi. Le catholicisme, pratiqué par 90 % de la population, est religion d'État (constitution de 1962) sans que la liberté de conscience soit bafouée : le principauté compte cinq églises paroissiales, un temple réformé, une église anglicane, une synagogue et un lieu de culte antoiniste !

Albert exprima aussi ce même jour sa volonté de moderniser la politique sans cesser de l'inscrire dans la continuité. Il exposa un programme clair : promouvoir le

progrès matériel, mais aussi spirituel, conserver les valeurs universelles dans leur « *combinaison particulière* », veiller à ce que l'argent et l'éthique se conjuguent en permanence, apprendre à la jeunesse à prendre des risques, rappeler aux Monégasques que les privilèges dont ils jouissent doivent chaque jour se mériter par leur conduite personnelle plus soucieuse de devoirs que de droits... Paroles que jamais un élu ne pourra prononcer...

Albert II, arrière-petit-fils d'Albert I^{er} qui explora le Spitzberg, sait que les princes, ayant pour eux le temps et la liberté face aux lobbies, se doivent dans le monde actuel de servir l'environnement. D'où le voyage qu'il allait effectuer au pôle Nord en 2006.

Monarchie quasi absolue

Pour réaliser de grands projets, le prince de Monaco possède la chance d'être un monarque quasi absolu. Il tient les rênes de l'exécutif, qu'il exerce par le truchement d'un ministre d'État qui doit être agréé par la France et qui préside un conseil de gouvernement de six membres responsables uniquement devant le

prince. Depuis la constitution de 1962 le prince contrôle le pouvoir législatif qu'il partage avec un Conseil national dont les dix-huit membres sont élus pour cinq ans par un scrutin de liste direct et au suffrage universel. La confection de la loi, dit la Constitution, implique l'accord des volontés « *du prince qui a l'initiative des lois ainsi que de leur sanction par la promulgation, d'une part, et du Conseil national qui délibère et vote les projets qui lui sont soumis, d'autre part* ». Le Conseil national peut formuler des propositions de lois qui sont subordonnées à l'accord du prince préalablement à leur adoption par l'Assemblée. Marcel Pagnol le disait : à Monaco, « *l'autorité d'un seul assure la liberté de tous* ».

Albert, grand sportif, membre du Comité international olympique depuis 1985, président d'une multitude d'organismes sportifs ou culturels, ainsi que de grands festivals, confie aussi à ses deux sœurs, son aînée Caroline et sa cadette Stéphanie, bien qu'imbuës d'indépendance, parfois même trop..., le soin de poursuivre l'action inlassable de la princesse Grace au service de ce joyau méditerranéen qu'est Monaco, le deuxième plus petit État souverain du monde après le Vatican (32 000 habitants sur 2 km²).

Si Albert devait rester célibataire (ce qui n'est pas sûr du tout), la succession serait parfaitement assurée selon la loi dynastique. Sa sœur Caroline (aujourd'hui princesse de Hanovre), sans attendre la reconnaissance par Rome de la nullité de son premier mariage avec Philippe Junot, a épousé en 1983 Stefano Casiraghi qui mourut dans un accident de bateau en 1990, deux ans avant que Rome se fût prononcée. Considérant que seul ce décès avait empêché la bénédiction de ce second mariage quand il devint possible, le pape Jean-Paul II reconnut comme légitimes les enfants qui en sont nés, dont l'aîné, Andrea, né le 8 juin 1984, pourrait donc assumer la succession, sans contestation possible.

MICHEL FROMENTOUX

L'ACTION FRANÇAISE		TARIF DES ABONNEMENTS	
(paraît les 1 ^{er} et 3 ^e jeudis de chaque mois)			
1. Premier abonnement France (un an)	76 €	5. Abonnement de soutien (un an)	150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an)	85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	60 €
3. Abonnement ordinaire (un an)	125 €	7. Outre-mer (un an)	135 €
4. Abonnement de six mois	70 €	8. Étranger (un an)	150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. Paris 1 248 85 A

Le philosophe Jacques Ellul (1912-1994) est connu pour sa brillante critique, dans ses analyses du *Système technicien*, que fait subir à l'homme la modernité, avec ses idéaux de progrès et de consommation. Ses œuvres font de lui l'un des pères de l'écologie politique.

□ JACQUES ELLUL

Le Christ anarchiste ?

Si l'autorité royale peut être dévoyée, elle n'en demeure pas moins sainte dans son principe.

Contradictions internes

Mais ce théologien protestant, ami de Guy Debord, est aussi le fondateur de l'anarchisme chrétien. L'un de ses ouvrages, *La Subversion du christianisme*, développe l'idée que le christianisme est au départ un anarchisme spirituel, peu à peu perverti par les différentes instances de pouvoir. Pour l'auteur, la modernité a pris naissance dans le monde occidental chrétien, bien que ses valeurs soient en totale contradiction avec l'enseignement des Évangiles. Ellul en conclut que l'authentique vie chrétienne, qu'il appelle X pour la dissocier du christianisme institutionnel, a été subvertie, déformée, et adaptée au monde déchu, jusqu'à en être méconnaissable. Ce raisonnement n'est pas sans faille. Est-ce parce qu'une idée a son origine dans un lieu géographique donné, qu'elle découle forcément des conceptions ayant cours en ce lieu ?

Citons Ellul : « *Le X est subversif dans toutes les directions, et le christianisme est devenu conservateur et antisubversif.* » Il développe diverses perversions de ce qu'il prétend l'enseignement originel du Christ, concernant tous les aspects des sociétés traditionnelles chrétiennes.

Cela ne va pas sans quelques contradictions internes. Ellul, qui a des pages très justes concernant les interprétations modernes des Écritures, et notamment ses

relectures marxistes, ne tombe pas moins dans les pièges modernes de la caricature du christianisme ancien et du libre examen des textes. Ce qui lui fait écrire des énormités, par exemple que "les théologiens" auraient considéré Ève comme étant plus coupable qu'Adam, alors que toute la tradition des Pères emploie, pour évoquer le péché originel, l'expression « *le péché d'Adam* ». De même affirme-t-il que la notion d'immortalité de l'âme n'est pas biblique, non plus que celle de la divinité du Christ. Il est curieux qu'un protestant, partisan de la *sola scriptura*, ait oublié, entre des milliers d'autres textes, l'Évangile de Jean, où le Christ dit, affirmant sa divinité : « *Avant qu'Abraham fût Je suis.* »

Pouvoir et autorité

Il oublie aussi étrangement que la Révélation biblique, selon l'Écriture elle-même, est la religion de la première humanité et que, par conséquent, bien que s'opposant à sa subversion païenne, elle est un retour à l'ordre ancien, fondée sur la Première Révélation, et non une radicale nouveauté. Cela implique une vision très différente de ce qu'il appelle le « *syncretisme* » chrétien : tout dans le monde païen n'étant pas systématiquement diabolique et dévoyé, le christianisme ne se renie pas en acceptant certaines de ses coutumes. Venons-en à cette idée que l'enseignement du Christ

est anarchiste et contraire au principe monarchique : « *Le X est anarchiste, or le "christianisme", qui en est le dévoiement, a fait alliance avec le pouvoir politique.* » Ellul ne distingue pas le pouvoir de l'autorité et se pose en anarchiste de fait, considérant



Jacques Ellul fait le jeu des forces qu'il souhaitait combattre.

qu'il y a une subversion « *constantinienne* » du christianisme, consistant à associer la spiritualité et l'exercice de l'autorité politique. Quelques mots suffiront sur ce point : tous les patriarches avaient une autorité à la fois spirituelle et politique sur les leurs. Abraham, par exemple, a été chef de guerre, notamment dans son expédition pour délivrer son neveu Lot (Genèse, chapitre 14).

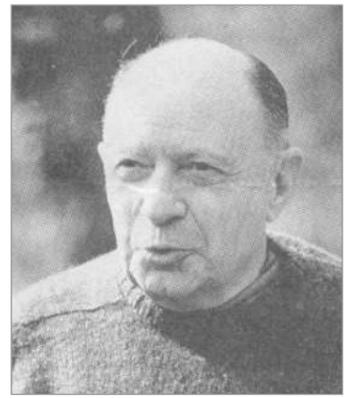
Comme beaucoup de chrétiens démocrates, Ellul tire argument d'un passage du livre de Samuel dans lequel Dieu déconseille aux Hébreux de renoncer au gouvernement des juges pour se choisir un roi (I Samuel, 8). Il suffit pour

tant de ne pas isoler les versets cités pour se rendre compte que les juges étaient à la fois des rois et des prêtres, détenant dans leurs mains le pouvoir temporel comme spirituel. Dieu condamne donc la demande des Hébreux d'avoir un roi parce qu'il s'agit d'une volonté de laïciser le pouvoir. Mais le Seigneur bénira quand même la royauté, comme cela est manifeste dans le sacre de Saül, puis de David, par Samuel, l'un des plus grands Prophètes de l'Ancienne Alliance. Salomon, inspiré par l'Esprit saint, écrit : « *Commettre une méchanceté est une abomination pour les rois, car un trône se maintient par la justice.* » C'est, on l'admettra, très peu subversif...

Si l'autorité royale, comme l'autorité paternelle dont elle découle, peut être dévoyée, elle n'en demeure pas moins sainte dans son principe.

Le Christ est roi

Le Christ, enfin, est à la fois roi et prêtre, car du sang de David. Et si son Royaume n'est pas de ce monde, et s'il faut « *rendre à César...* », cela ne signifie pas que César ne peut être chrétien, mais simplement qu'il n'y a pas de confusion entre les deux pouvoirs. Distinction n'est pas opposition, et des pouvoirs distincts peuvent être en harmonie. Il suffit d'ailleurs de se référer au texte de saint Clément de Rome, écrit au premier siècle, à l'époque où



les empereurs païens persécutent durement les chrétiens, pour constater que la reconnaissance de la bonté en soi du principe d'autorité politique n'implique pas un acquiescement béat face à ses dérivés : « *C'est toi, Maître, qui a donné [à nos chefs et à nos gouvernants sur la terre] le pouvoir de la royauté afin que, reconnaissant que c'est par toi que leur ont été donnés gloire et honneur, nous leur soyons soumis et ne nous opposions pas à ta volonté.* » Qu'ajouter aux mots de ce père apostolique ? Il faut que notre théologien soit d'une singulière ignorance pour passer ces faits sous silence.

Sa critique systématique de toute autorité, exceptée celle de Dieu, au prétexte des défaillances réelles de certains de ceux qui en étaient investis, reprend des lieux communs rebattus et des exégèses erronées. Jacques Ellul fait finalement le jeu des forces cosmopolites et techniciennes qu'il souhaitait combattre, en tentant de dénoncer comme illégitime et antiscripturaire le seul régime pouvant leur faire obstacle.

JEAN D'OMIAC

* Jacques Ellul : *La Subversion du christianisme. La Table Ronde, 2004, 324 pages, 8,50 euros.*

» RENÉ PILLORGET

Notre ami et collaborateur l'historien René Pillorget va recevoir en octobre prochain le prix d'histoire Charles Aubert décerné par l'Académie française, pour l'ensemble de son œuvre.

Ce prix a été institué par Charles Aubert, ancien conseiller d'État, décédé en 1999, qui a laissé un legs à l'Académie pour qu'elle distribue chaque année un prix à un juriste ou à un historien. Le spécialiste du XVII^e siècle qu'est René Pillorget, plus que quiconque, a mérité une si brillante distinction par ses riches et nombreux travaux sur la France au temps des Bourbons, notamment sa collaboration à plusieurs volumes de la *Nouvelle Histoire de Paris*. On lui doit aussi un excellent ouvrage, *La Tige et le Rameau*, sur la famille française et la famille anglaise aux XVII^e et XVIII^e siècles. Nous adressons à René Pillorget, qui nous honore si souvent d'excellents articles, nos très vives félicitations.

M.F.

□ CHRONIQUE

Trésors et mystères des abîmes

La poésie a sa part dans les expéditions et bénéficie toujours d'un vent favorable et de gains assurés.

J'apprends, il y a quelque temps, par l'article d'un confrère, qu'on avait repris des investigations sous-marines pour faire resurgir des trésors engloutis en divers siècles de l'histoire. Hantise, psychose ou canular immémorial, le magot mystérieusement dissimulé sous les flots reste présent à l'esprit humain. Il en va de même pour les trésors terriens ; on ne saurait prononcer le mot "trésor" sans repenser au coffret rempli d'or enfoui dans le jardin d'Harpagon, ou à fond de cale dans un navire englouti dans l'immensité salée...

Un trésor captive d'autant plus et d'autant mieux nos esprits obsédés par d'ancestrales rêveries que sa reconquête ou sa redécouverte nécessiterait une révélation inattendue ou une expédition fertile en dangers. C'est au tréfonds du sommeil que l'or entassé, tout bruisant d'un chant ironique et dispensateur de cau-

chemars, se doit de réparaître en laissant au réveil le dépit de ne s'être pas enrichi et le soulagement d'avoir échappé à quelque magie, voire à quelque diablerie. Le trésor caché, le trésor perdu, le trésor chargé d'une mystérieuse malédiction, apportent une présence indispensable aux contes, légendes ou racontars destinés à charmer l'imagination des enfants.

Féerie onirique

C'est d'ailleurs par là qu'il inspire aux narrateurs poétiques et mystificateurs de captivantes trouvailles. Éternels enfants, nous savons bien que, si "Peau-d'Âne" nous était conté, nous y prendrions un plaisir extrême, quitte ensuite à affronter la déception comme une punition envoyée par le Ciel pour châtier notre cupidité et notre irréflexion.

Tels sont les farces que nous jouent l'imagination, cette "folle

du logis", la destinée toujours énigmatique et l'histoire la plus vraisemblable, unies dans une troublante conjuration. Ainsi donc, nos journaux ont consacré des pages entières à des corvettes et frégates chargées d'or et d'argent, coulées au fond de l'Atlantique ou de la Méditerranée. Un esprit critique, ou simplement chagrin ou contrariant, pourrait se demander si, à l'instar d'un trésor caché dans une falaise et convoité par Arsène Lupin, l'énorme richesse n'aurait pas été depuis longtemps découverte, et maintes fois écornée pour combler les déficiences financières des États, au point de n'en rien laisser...

D'autres philosophes grincheux s'interrogeraient sur la réalité des recherches, craignant une invention de journalistes, dans le genre des fameux "marronniers". Mais il serait aussi difficile, et probablement aussi malséant, de ré-



voquer en doute les promesses obscures du destin que de céder aux tentations des fortunes imaginaires et de fonder sur elles quelque juteuse spéculation. Et d'ailleurs n'oublions pas que la Poésie a sa part dans les expéditions, et qu'elle bénéficie toujours d'un vent favorable et de gains assurés. La seule image des amas de pièces d'or aux noms exotiques ou harmonieux, avec leurs armoiries compliqués et leurs inscriptions, avec les visages souvent d'une prestigieuse laideur ou d'un charme juvénile, toute cette féerie onirique ne cessera jamais de nous séduire. Toujours fidèles à la mémoire de Hérédia, il importe à nos âmes « *d'enchanter nos rêves d'un mirage doré* »...

JEAN-BAPTISTE MORVAN

Chasser les anges et les démons de l'enseignement de la foi, c'est pourtant oublier qu'ils font partie intégrante de l'Évangile et de la Révélation chrétienne ; que, par conséquent, les réduire à de vagues survivances mythologiques ou au rôle d'alibis faciles de nos pulsions revient à remettre en cause tout le Credo.

L'abbé François Casta, aumônier parachutiste en Indochine, n'avait pas, en 1947, ce genre d'a priori et, quand la question se posa de donner aux parachutistes un saint patron, le plus naturellement du monde, il pensa à saint Michel. Le choix paraissait s'imposer, de l'archange guerrier fondant du ciel pour terrasser le malin, par ailleurs protecteur ancestral du royaume de France. Contre toute attente, l'abbé Casta se heurta, au sein de l'arme, puis au niveau de l'aumônerie militaire, à des réticences tenaces. Il en fallait plus pour fléchir ce Corse obstiné, qui, dans une tranquille ignorance des procédures administratives, remonta jusqu'à Rome pour imposer ce patronage, tandis que son héroïsme aidait, auprès de ses frères d'armes, à convaincre du bien fondé de son choix.

L'abbé Casta, héros aussi modeste qu'authentique, conserve par devers lui, ce qui est dom-

□ AUTOUR DE SAINT MICHEL

Anges et Démons

Jugé dépassé par certains hommes d'Église au lendemain de Vatican II, l'univers angélique, bon et mauvais, fait aujourd'hui un retour en force. Pas toujours catholique.

mage, un récit de sa vie. Au moins a-t-il accepté d'en extraire les quelques pages contenant "la genèse de cette adoption". Publiées sous la forme d'une élégante plaquette illustrée, cet hommage à saint Michel ne s'adresse pas aux seuls parachutistes mais à tous ceux qui demeurent conscients de l'importance de sa protection. Y manque, et il faut déplorer encore cette discrétion, l'admirable prière que le "Babbas" composa en l'honneur de l'archange.

Énigme impénétrable

Pour le commissaire Dorval, le monde a basculé lorsqu'il n'a pu résoudre l'assassinat de l'archéologue Emmanuel de Saint-André, à la sortie d'une audience pontificale. Muté à Rennes, Dorval y traîne un quotidien désenchanté, obsédé par cet échec. Lorsque la police italienne l'informe de la découverte, dans le sanctuaire profané de Saint-Michel du Gargano, d'inscriptions sataniques le mettant nommément en cause et faisant allusion à l'affaire Saint-André, Dorval se croit sur le point de reprendre la piste. Hélas, l'énigme se révèle plus impénétrable, plus horrible que jamais et, tandis que le policier court après une ombre, le Mont Saint-Michel est le théâtre d'une série de crimes étranges, en rapport avec une prophétie vieille de six cent soixante six ans... Dorval serait-il le seul capable d'empêcher le diable de gagner cette partie ? Certains en sont persuadés ; encore faudrait-il que le commissaire ait la foi.

Le Signe de l'archange, de Frédéric Bovis, est la suite de *La Trace ou le dernier secret de Jean-Paul II*, dont il était l'un des coauteurs. C'est, incontestablement, une grande réussite, égalant ou surclassant la plupart des romans à suspense ésotériques qui abondent en librairie. La différence, fondamentale, est que l'intrigue, comme les personnages, se veulent résolument chrétiens et porteurs d'une morale catholique. Il est d'autant plus regrettable que le dénouement, fort beau, se révèle incompatible avec l'angéologie, détail à garder à l'esprit, sans se priver d'un livre par ailleurs remarquable.

Un Mont hors du commun

Le Mont Saint-Michel fête cette année son treizième centenaire. En l'an 708, l'évêque d'Avranches, Aubert, eut par trois fois la vision de l'archange qui lui demandait de lui consacrer le Mont Tombe, dernier lieu de culte païen dans la région, situé au cœur de la forêt de Scissy. Il s'exécuta, non sans réticence. En mars 709, un séisme, d'une magnitude surprenante pour la région, suivi d'un ras de marée,

détruisait Scissy, déviant le Couesnon, lequel « en sa folie mit le mont en Normandie », et faisait de la colline forestière un bastion au péril de la mer.

Les historiens voient aujourd'hui dans ces épisodes une amélioration légendaire. Peut-être ont-ils tort, les traditions, pour poétiques qu'elles paraissent, se révélant souvent exactes. Reste l'essentiel : la construction, dans des conditions improbables, d'un



sanctuaire hors du commun, que les ducs normands puis les rois de France eurent à cœur de protéger et d'embellir. *Histoire du Mont Saint-Michel*, de Patrick Sbalchiero, a cette particularité de ne pas se cantonner à l'étude de l'abbaye mais de s'intéresser, des origines à nos jours, au quotidien, souvent difficile, de la population montoise, tout comme à l'impact du pèlerinage sur l'ensemble des échanges économiques et culturels dans l'Ouest et bien au-delà.

Album indispensable

À la veille de la Révolution, l'abbaye reçoit quelques détenus sous lettres de cachet. Avec la Terreur, vidée de ses moines, elle se transforme en gigantesque prison pour les prêtres réfractaires de la région. Le Mont reste bâtiment carcéral jusqu'en 1863. Dégradée, ruinée, la Merveille de l'Occident semble vouée à la démolition, à quoi encourage l'opinion publique, Hugo en tête, qui la décrit comme « un crapaud dans un reliquaire ». Napoléon III sauve l'abbaye, donne les fonds nécessaires à sa restauration et permet le retour de religieux. Le pèlerinage renaît et se poursuit. *Le Mont Saint-Michel, treize siècles d'histoire*, de Henry Decaëns, s'intéresse avant tout à l'abbaye, à sa construction, à sa grandeur, au rôle des abbés successifs, au rayonnement intellectuel du lieu. Pour ce faire, il s'appuie sur une excellente iconographie, rendant cet album indispensable à tous les amoureux du Mont.

La dévotion à saint Michel et au monde angélique ne fut pas cantonnée à la Normandie ; elle connut, jusqu'au XVIII^e siècle, un constant développement, qu'attestent, jusque dans les plus

humbles chapelles campagnardes, statues, retables et tableaux. Œuvres souvent naïves, voire maladroites, cependant d'une beauté touchante, transcendée par la grâce, qui transforme telle humble sculpture de Locronan en splendeur, et en fait, dans la foi, la modeste sœur des grands anges de Reims. Ce patrimoine, François de Beaulieu et Hervé Ronné l'ont recensé dans un ravissant album, *Anges, archanges et chérubins*,

d'autant plus recommandable que le texte se révèle très respectueux des croyances catholiques. D'aucuns lui reprocheront peut-être de privilégier les trésors de Bretagne au détriment des autres provinces, mais comment leur donner tort en admirant les joyaux méconnus réunis dans ces pages ?

Exorcisme

Faut-il s'étonner que ces sanctuaires aient été, ces dernières années, cibles privilégiées de jeunes profanateurs prompts à se présenter comme ennemis du christianisme, adorateurs des anciens dieux, disciples de Satan ? Leurs déprédations ont attiré l'attention sur l'émergence d'un phénomène contre lequel quelques prêtres mettaient en garde depuis longtemps : le satanisme. Le père Georges Morand, en 1993, avait publié un livre précurseur, *Sors de cet homme, Satan !* qui relatait sa lutte contre le prince des ténébres. La publication en l'an 2000 d'un second volume, *Faut-il encore exorciser aujourd'hui ?*, réponse argumentée à ses détracteurs qui, hélas, se comptaient essentiellement parmi des exorcistes diocésains prompts à se débarrasser du problème en expédiant leurs consultants chez le psychiatre, insistait sur la principale origine de ces cas : l'occultisme sous diverses formes.

Le père Morand savait d'expérience que, sauf rarissimes exceptions, les victimes du démon lui avaient ouvert la porte. Il en donnait des exemples précis, témoignait de la malignité de certains satanistes et de pratiques passées sous silence dont il avouait, après avoir soigné leurs victimes, qu'il déplorait l'abolition de la peine de mort...



Pourvu que vous ne soyez pas impressionnables et possédiez de bonnes connaissances religieuses, il est indispensable d'avoir lu ces livres afin d'être prémuni contre un phénomène véhémentement nié, même par les hommes d'Église, ou présenté comme inoffensif. Il est en effet évident que le père Morand, dans sa mission de délivrance, n'a pas rencontré le satanisme sous le visage débonnaire et folklorique que lui prêtent Olivier Bobineau et ses collaborateurs dans l'essai de sociologie qu'ils lui consacrent.

Sociologie sataniste

Certes, la sociologie étudie des faits, des groupes sociaux et leurs comportements, non des croyances. Savoir si le diable existe et s'il exerce une influence sur le monde à travers ses adeptes n'entre pas dans son champ d'études. On peut le regretter puisque là réside précisément la question de savoir si nous avons affaire à des illuminés, des révoltés romantiques, des malades mentaux, des militants d'extrême droite, les pires, bien entendu ; ou si, et cela change tout, ces pratiques, dangereuses d'abord pour leurs adeptes, conduisent à se placer sous la dépendance de celui qui fut homicide dès le commencement... Les chapitres consacrés à Crowley et La Vey, pères du satanisme moderne, aux groupes de rock satanistes, au mouvement gothique, à ses adeptes et à leurs pratiques, sont loin d'être rassurants, quand même les auteurs en minimisent systématiquement la portée, soulignant ce qu'ils jugent les outrances des milieux chrétiens sur la question. Un livre à lire à titre d'information, donc, tout en en mesurant les limites. Et en se demandant s'il était utile de fournir avec tant de complaisance les adresses des principaux sites du satanisme...

ANNE BERNET

* Abbé François Casta et Raymond Muelle : *Saint Michel, genèse d'une adoption. L'Esprit du livre* (22 A rue Jacques Rivière, 92330 Sceaux), 10 pages., 10 euros.

* Frédéric Bovis : *Le Signe de l'archange. Toléage*, 395 p., 22 euros.

* Patrick Sbalchiero : *Histoire du Mont Saint-Michel. Perrin*, 235 p., 18 euros.

* Henry Decaëns : *Le Mont Saint-Michel, treize siècles d'histoire. Ouest-France*, 125 p., 15,90 euros.

* François de Beaulieu et Hervé Ronné : *Anges, archanges et chérubins. Ouest-France*, 145 p., 18 euros.

* Père Georges Morand : *Faut-il encore exorciser aujourd'hui ? Fayard*, 265 p., 15 euros.

* Sous la direction d'Olivier Bobineau : *Le Satanisme. Pygmalion*, 330 p., 21,90 euros.

DJÉNANE KAREH TAGER

Les Anges

Plon - 120 p. - 13 euros

À l'instar des autres titres de cette "Petite Bibliothèque des spiritualités", ce volume a l'ambition d'étudier la place des anges, ou de créatures qui leur ressemblent, - charibbus persans, démons grecs, génies, etc. - dans le judaïsme, le christianisme, l'islam, le bouddhisme. Ce syncrétisme ne saurait contenter le croyant ; reste quelques renseignements à glaner sur d'autres croyances, toutes soupesées avec la même indifférence.

ANNE-CÉCILE HUPRELLE

Le Diable

Plon - 120 p. - 13 euros

Curieusement, les reproches exprimés ci-dessus ne s'appliquent pas à ce volume de la collection, davantage recentré sur la place du démon dans le christianisme. Les chapitres consacrés au satanisme sont intéressants. On prendra garde cependant que certaines illustrations peuvent impressionner péniblement.

CLEMENS ZAHN

Les Anges, messagers divins

Solar - 152 p. - 28 euros

Un texte poétique et jamais contraire à l'enseignement catholique, de magnifiques photographies d'anges psychopomps mais aussi de victoires et de génies ailés... Cet album plein de charme restitué avec talent la place des anges dans la sensibilité et l'imaginaire humain.

A.B.

« D'un bout à l'autre de l'histoire, nous constatons que les peuples qui ont voulu, enivrés de leur civilisation, s'en faire un instrument de jouissance et de paix, ont été livrés comme des proies à des peuples plus rudes. Ils ont été envahis et asservis. Leur renoncement, la largeur de leur hospitalité ne les ont pas sauvés ; ni même leur supériorité de culture, s'ils n'ont pas su la défendre les armes à la main. Nous ne possédons rien qui ne soit menacé, dès que nous n'avons plus l'énergie de maintenir cette possession par la force. Toute propriété n'est qu'une conquête continuée. C'est sa légitimité et c'est sa noblesse. Trop souvent les nations compléées sont tentées d'oublier ces vérités. »

PAUL BOURGET

Discours de réception à l'Académie française d'Émile Boutroux 1, 22 janvier 1914

■ En ces temps de réduction des effectifs et des budgets de la Défense nationale, après la mort de soldats français dans des opérations lointaines, il est bon de méditer les leçons de l'histoire.

Si nous regardons le texte de près, un rapprochement nous vient immédiatement à l'esprit : « instrument de jouissance et de paix » fait penser à « l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice » dans l'appel du maré-

□ LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

L'armée dans une nation

Paul Bourget souligne qu'il n'existe pas de conquête définitive : la paix est fragile et doit être cultivée avec soin.

chal Pétain du 20 juin 1940. « Largeur de leur hospitalité », « supériorité de culture » évoque les illusions libérales des socialistes utopistes et des démocrates-chrétiens. Je suis gentil, accueillant, généreux ; j'invite tous les hommes à partager les Lumières du Progrès. Qui pourrait avoir l'idée de m'attaquer ? Je ne menace personne ; regardez, je ne suis même pas armé. Gros benêt ! tu es bon pour servir un maître.

Leçons de l'histoire

L'histoire l'enseigne par ses exemples, de l'Antiquité à l'époque moderne. Prenons un exemple en sortant des sentiers battus. Après la mort de l'empereur Basile II en 1025, la bureaucratie byzantine, la cour de Byzance affectèrent un antimilitarisme. Il était de bon ton chez les beaux esprits, comme Psellos, le type même de l'intellectuel néfaste, de se moquer de l'aristocratie anatolienne, terrienne et militaire. L'armée byzantine fut négligée et l'empire subit un désastre face aux musulmans en



Paul Bourget 1852-1935

1071. La Croisade sauva Byzance.

Paul Bourget donne l'explication de cette leçon de l'histoire toujours réitérée : « Toute propriété n'est qu'une conquête continuée. » Il n'existe pas de conquête définitive, et la paix, comme la santé, n'est qu'une absence fragile de maux qu'on doit cultiver avec soin. Saint Luc écrit : « Si un homme fort et armé garde sa maison, ce qu'il possède est en sécurité. »

Par sa seule présence dans la nation, le soldat rappelle ces évi-

dences trop vite oubliées par les peuples. Nous avons besoin d'une armée puissante, bien équipée, bien entraînée. Cela exige des efforts financiers, mais l'aspect matériel de la défense ne suffit pas à l'assurer. Comme l'écrivait Ernest Psichari dans *L'Appel des armes*, « l'armée comporte en elle-même sa morale, sa loi et sa mystique. Avoir pratiqué cette morale, affirmé cette loi, senti cette mystique, c'est avoir défendu, en soi et autour de soi, un des éléments vitaux du pays. »

Défense et démocratie

Ces deux termes sont inconciliables. Les démocraties guerrières, comme la Cité antique, étaient des aristocraties. Hiérarchie, obéissance n'entrent pas dans les valeurs de la philosophie libérale. Peut-on imaginer, quand sévit la démagogie, et toute démocratie finit en démagogie, une volonté déterminée, suivie, de fabriquer des armes en souhaitant qu'on les détruise un jour pour les remplacer par de meilleures

sans qu'elles aient été utilisées sur le champ de bataille ? Quelle dépense inutile, ne votons pas l'impôt ! Seul un pouvoir qui possède le sens de l'intérêt général et qui dispose de l'indépendance et de la durée, peut comprendre et faire comprendre que l'arme qu'on détruit pour la remplacer a mieux servi que celle qui a été utilisée, puisqu'elle a aidé la diplomatie à préserver le fragile « chef-d'œuvre de l'art humain »² qui se nomme la paix. Quelques mois après le discours de Paul Bourget éclatait la guerre mondiale que la République avait mal préparée. Le sang français compensa l'impéritie démocratique. Relisons *Kiel et Tanger*.

GÉRARD BAUDIN

1 - Emile Boutroux (1845-1921) fut professeur d'histoire de la philosophie moderne à la Sorbonne. Les ouvrages techniques du général Hippolyte Langlois (1839-1912), polytechnicien, professeur de tactique d'artillerie à l'École supérieure de guerre, firent autorité.

2 - Le mot est de Maurras.

Le 4 septembre dernier, dans la cour des Invalides, les honneurs militaires étaient rendus à l'homme exceptionnel que fut Alain Griotteray qui, sa vie durant, avait bien mérité de la Patrie. Qui était-il ?

Un infatigable combattant

Dans un récent numéro de *L'Action Française* 2000, un article consacré à l'un de ses derniers ouvrages, *Des Barricades ou des Réformes* (Mai 1968), il était dit : « On ne présente plus Alain Griotteray, fondateur à dix-huit ans du réseau de résistance Orion, homme de droite au patriotisme épidermique, toujours prêt, même à son âge, à rompre des lances pour sa patrie. » Aujourd'hui, au chagrin de ses proches, de ses amis et de tous ceux, très nombreux, qui lui étaient attachés, l'infatigable combattant a dû, pour la première fois, déposer les armes.

Combattant, il le fut dès un âge où, à l'époque, l'on n'était pas encore majeur. Jeune homme élevé comme les petits Français de son époque dans le culte et l'admiration de ce qu'était la France, cette grande puissance et cette grande civilisation, il avait vécu avec chagrin et colère la débâcle de juin 1940. Immédiatement, son tempérament réactif le poussa à l'action et il fut des étudiants et lycéens qui manifestèrent le 11 novembre 1940 aux Champs-Élysées et à l'Arc de Triomphe. Ce fut ensuite et surtout l'aventure du réseau Orion

□ HOMMAGE

In memoriam : Alain Griotteray

Alain Griotteray s'est éteint le 30 août 2008. André Pertuzio, qui participa à ses côtés à la manifestation de résistance du 11 novembre 1940, rend hommage à ce grand patriote.



avec Henri d'Astier de la Vigerie et Jean-Baptiste Biaggi notamment, du nom d'un château béarnais. Outre le renseignement en liaison avec les alliés, le réseau se consacra, à partir de l'occupation de la zone libre, aux évactions vers l'Espagne.

Mais cela ne suffit pas à ce héros qui, après des aventures narrées dans son dernier ouvrage *1940 - La naissance de la Résistance*, rejoignit les Commandos de France. Cette partie héroïque de la vie d'Alain Griotteray ne peut ici qu'être esquissée mais elle est essentielle pour comprendre sa personnalité et le cou-

rage qu'il devait, plus tard, montrer sur la scène politique et journalistique.

Car il fut un homme politique, député du Val-de-Marne, maire de Charenton pendant vingt-huit ans, homme de droite, d'une vraie droite et non la "droite molle" - l'expression est la sienne - dont il ne cessa de fustiger les compromissions et les lâchetés. Son discours fut toujours ferme et clairvoyant. Il s'exprima notamment dans de remarquables éditoriaux du *Figaro Magazine* qu'il contribua à porter sur les fonts baptismaux avec Louis Pauwels et Marcel Hersant et dont il fut un

des directeurs. Chaque semaine il passait l'actualité au crible suivant le fil directeur de l'intérêt de la France. Après qu'il eut quitté en 2001 le journalisme, il enrichit d'un grand nombre d'ouvrages ceux qu'il avait déjà écrits, en tout plus de trente, où s'exprimait son véhément patriotisme.

Un regard toujours lucide

Il montra dans *1940 - La droite était au rendez-vous : qui furent les premiers résistants ?* que c'est la droite qui fut à l'origine de la résistance et non la gauche, les communistes, alliés de l'Allemagne, ne devenant résistants qu'après l'entrée en guerre forcée de l'Union soviétique.

Dès 1984, il dénonça avec courage les dangers mortels d'une immigration incontrôlée, accélérée par la gauche depuis 1981. Vingt-quatre ans se sont écoulés depuis lors et les gouvernants, par idéologie ou intérêt politique, ont créé une situation dont les émeutes de banlieue ne sont qu'un pâle reflet.

Alain Griotteray s'en désespérait comme de bien d'autres choses et exhalait ses sentiments dans d'autres livres fougueux tels que *Les Raisons de ma colère* en

2002 et *Je ne demande pas pardon - La France n'est pas coupable* où il s'élevait contre la manie de la repentance et la détestation du passé entretenus par les politiciens et les médias. *Ne l'appellez plus jamais la France* en 2006 exprime son désarroi devant la France d'aujourd'hui où il ne retrouve rien de ses espoirs d'après juin 40 lorsque, dit-il, en dépit de tout, il y avait un maréchal qui parlait de la France et, à Londres, un général qui en parlait aussi et défendait la liberté de sa princesse de légende.

Ce gaulliste de la première heure restera toujours un fidèle et ne renia jamais ses engagements de la France libre, mais jamais non plus il ne fut sectaire et il jeta sur la période de guerre et d'occupation un regard toujours lucide. En 2004 il publia ses *Mémoires*, ouvrage capital pour mieux connaître celui qui écrivait : « Depuis 1940 je n'ai pas changé. J'ai toujours pour mon pays la même flamme. » Enfin, lors d'une de ses récentes émissions radiophoniques sur *Radio Courtoisie*, il s'exclamait « Je crois en la France comme je crois en Dieu. » Est-il une plus belle épitaphe pour Alain Griotteray ?

ANDRÉ PERTUZIO

Biarritz 2008

Le Journal du Pays basque a rendu compte le 2 septembre de l'université d'AF de Biarritz (29-31 août). Après un aperçu du programme des études, le quotidien souligne que « cette présence n'a pas plu à tout le monde. En effet, une trentaine de jeunes antifascistes s'est



rassemblée aux portes de cette université d'été », armée d'une banderole et criant « Royalistes, fascistes, on vous attend ! » Le 28 août, une publication séparatiste avait averti ses lecteurs de l'arrivée imminente des « nostalgiques des camelots du Roi sur la Grande Plage », les appelant à répondre à cette « provocation »...



Rendez-vous en province

SAINT-ÉTIENNE - Vendredi 19 septembre
Cercle d'études et rentrée militante à 18 h 30.
Renseignements : 06 88 80 91 99.

LYON - Mercredi 24 septembre
Permanence de rentrée à 18 h 30 en présence de Stéphane Blanchonnet. Renseignements : 06 82 83 92 00.

GRENOBLE - Samedi 27 septembre
Cercle de rentrée étudiante sur la décentralisation et les libertés.
Renseignements : 06 98 63 89 35.

THIBERVILLE - Dimanche 5 octobre
Rendez-vous de l'association Amitiés françaises et normandes.
À 12 heures, déjeuner à la salle Paul Labbé de Thiberville (Eure).
Renseignements : 06 27 12 79 86.



LES CAMELOTS DU ROI
disposent désormais de leurs propres
"studios audiovisuels".

Un espace leur est consacré sur Dailymotion,
où vous retrouverez de multiples vidéos :
comptes rendus militants, documentaires
et montages sur des sujets divers.

http://www.dailymotion.com/Camelot_du_Roi

■ Décès

» JACQUES REYT

Nous apprenons avec une grande peine le décès, ce dimanche 14 septembre, dans l'autobus alors qu'il se rendait comme chaque dimanche à la messe à Saint-Nicolas du Chardonnet, de notre vieil ami Jacques Reyt, dans sa quatre-vingtième année. Abonné de longue date, fidèle aux banquets annuels des Amis d'Action française, il a mis pendant des années le bureau de son agence immobilière à la

disposition de la section d'AF du 13^e arrondissement, alors dirigée par René Decoster, qui y tenait ses réunions hebdomadaires. Sa générosité était connue de tous et il a rendu de grands services à des amis cherchant un logement. Les funérailles de Jacques Reyt seront célébrées le **jeudi 18 septembre à 15 h 30** en l'église de Laroque-Vieille (15590) dans le Cantal.

Une messe sera célébrée à Saint-Nicolas du Chardonnet à une date qui sera fixée ultérieurement. Nous présentons à ses enfants M. et M^{me} François-Ferdinand

Reyt, le docteur et M^{me} Charles Didout, M. et M^{me} Jean-François Duhamel, à ses neuf petits-enfants, à ses deux arrière-petits-enfants, nos bien amicales condoléances avec l'assurance de nos prières.

■ Informations

DÎNER-DÉBAT DE RADIO-SILENCE : mercredi 1^{er} octobre à 19 h.30. "Les trois procès de Jésus", avec M^e Olivier Krafft, avocat et magistrat honoraire. Au restaurant Le Grenadier, gare

d'Austerlitz, Paris 13^e.
Participation : 27 euros.
Étudiants et chômeurs : 22 euros.
Renseignements et inscriptions :
La Voix du Silence, 5 rue Dufrenoy, 75116 Paris -
radio-silence@wanadoo.fr

LE SOUVENIR CATHOLIQUE EN LANGUEDOC vous invite à assister à son rassemblement annuel à la mémoire des victimes de la Révolution française le **samedi 27 septembre à Saussines (Hérault)**. Renseignements : 04 66 77 30 77 ou 06 81 72 31 11.

■ Petite annonce

» LOCATION

À louer Charente 16, berges Vienne, dans petit hameau patriotique, deux maisons 560 euros chacune mensuel. Tranquillité, tout confort, ensoleillé, séjour panoramique, cuisinette aménagée, 3 chambres, 2 salles douche, grandes penderies, luminaires, antenne télé, garage porte automatique, vue rivière, non inondable, jardin.
Tél : 05 45 84 90 92

INSTITUT D'ACTION FRANÇAISE

Directeur Michel Fromentoux
10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 Paris
Tél : 01 40 39 92 14 - fromentouxmi@wanadoo.fr ou iaf@actionfrancaise.net



MERCREDI 8 OCTOBRE 2008

Séance inaugurale du cycle 2008-2009

Proche et Moyen-Orient Vers la confrontation ?

par Houchang Nahavandi
ancien ministre de S.M. le chah d'Iran
ancien recteur de l'université de Téhéran

À 20 h 30 précises

Brasserie Le François-Coppée, premier étage,
1 boulevard du Montparnasse, Paris 6e (métro Duroc)

Participation aux frais : 8 euros - Étudiants et chômeurs : 3 euros

DIMANCHE 28 SEPTEMBRE

Rassemblement de la Saint-Michel en Bourgogne

- 10 h 30 : messe traditionnelle en l'église de Jambles (Saône-et-Loire)
- 12 heures : dépôt de gerbes puis vin d'honneur
- 13 heures : déjeuner au restaurant du Centre à Saint-Jean-de-Vaux

Inscriptions auprès du CLIP, 20 rue Auguste Comte, 69002 Lyon.
Tél. : 06 62 48 12 31

Participation : 25 euros ; étudiants : 17 euros.
Tarif spécial pour familles nombreuses.

Pour des raisons d'organisation et permettre à nos amis non véhiculés de se rendre au déjeuner, nous demandons à toutes les personnes disposant d'une voiture de prendre contact avec Alexandre Boritch au 06 62 48 12 31.



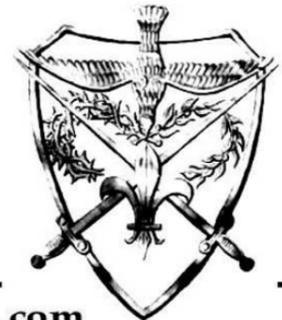
RECHERCHE VENDEURS VOLONTAIRES - CAMELOTS



Recherche tous documents concernant les Camelots du Roi
(souvenirs, insignes, récits)

Venez rejoindre nos équipes de
vendeurs au service du Roi !

Prière d'entrer en contact avec :
Frédéric Wincler :
fredericwincler@yahoo.fr



camelotsduroi.canalblog.com

VOUS CHERCHEZ L'ACTION FRANÇAISE 2000 ?

Visitez ce site Internet pour trouver le journal dans un kiosque près de chez vous :
www.trouverlapresse.com

Sous le soleil brûlant de la finance internationale et du système boursier planétaire, il n'y a véritablement rien de nouveau. Une énième fois depuis le début de la crise des *subprimes* au printemps dernier, les principales places financières ont dévissé dans la journée de lundi : clôture à - 2,74 % à Francfort, - 3,92 % à Londres et - 3,78 % à Paris. Mardi matin, le vent de panique se propageait aux marchés asiatiques en ranimant le spectre d'un effet domino et d'une catastrophe comparable à celle de 1929. À l'origine de ce nouveau soubresaut, un quadruple tremblement de terre qui a durement secoué le monde bancaire américain.

Faillite considérable

En consultant les tableaux financiers lundi matin, les *traders* et les analystes apprenaient :

- 1) que la quatrième banque d'investissement des États-Unis, Lehman Brothers, avait fait faillite et allait probablement être liquidée, les autorités bancaires n'ayant pas trouvé de repreneur ;
- 2) que la banque Merrill Lynch, en désespoir de cause, avait accepté de se vendre à la première banque du pays, Bank of America, pour 50 milliards de dollars ;
- 3) qu'une dizaine de banques s'étaient liguées pour se protéger mutuellement, via une ligne de crédit commune de 71 milliards de dollars ;
- 4) que le renommé groupe d'assurance AIG s'était lui aussi fourvoyé sur le marché des titres adossés au crédit immobilier et s'apprêterait à rendre public d'énormes pertes d'actifs. Il s'agit là de l'une des faillites bancaires

FAILLITES BANCAIRES

Crise financière : histoire sans fin

La récente et brutale chute des principales places financières de la planète démontre que le système financier international est confronté à une véritable crise systémique.



Ces chocs financiers semblent lointains, mais ils ne manqueront pas d'avoir des conséquences sur l'économie européenne et sur nos vies quotidiennes.

les plus considérables dans l'histoire des États-Unis.

Pour spectaculaires qu'ils soient, tous ces chocs semblent lointains : de l'autre côté de l'Atlantique, de l'autre côté de l'économie "réelle". Pourtant, ils ne manqueront pas d'avoir des conséquences sur l'économie européenne et sur nos vies quotidiennes. Ceux qui affirment le contraire sont les mêmes qui annonçaient, il y a quelques mois, que la crise des *subprimes* n'aurait aucune conséquence sur l'immobilier en France, qu'elle le

contournerait tel le "nuage de Tchernobyl". On sait ce qu'il en est advenu.

Les banques se prêtent énormément d'argent entre elles et ont pris la mauvaise habitude de couvrir réciproquement leurs créances à risques par des systèmes opaques de "garanties". Que l'un des établissements vienne à défaillir, et c'est tout le système qui se crispe. Et ce système ne s'arrête pas aux frontières des États-Unis. Le risque d'un "credit crunch" - une contraction du crédit et donc une pénurie de fi-

nancement pour les entreprises et les ménages - est plus élevé que jamais.

Réalisme américain

L'affaire des *subprimes* n'est pas un choc passager. C'est une crise systémique, comparable à la crise financière et à la déflation qui a englué le Japon pendant toutes les années 1990. Au moins l'État fédéral américain semble-t-il en prendre la mesure : à la différence des autorités japonaises, qui avaient toléré l'exis-

tence de "banques zombies", il entend crever les abcès dès maintenant, en nationalisant certains établissements (Fannie Mae et Freddie Mac), et sacrifiant les autres. En redonnant la main au politique, les responsables américains donnent une nouvelle leçon de réalisme et de pragmatisme (certes un peu tardive) qui tranche avec le peu de réaction de notre gouvernement.

Que fait la France ?

« La crise financière et ses manifestations ne sont pas terminées », a admis mardi matin, sur Europe 1, le ministre de l'Économie et des Finances, Christine Lagarde, tout en cherchant à rassurer les Français : la faillite de Lehman Brothers, « c'est aussi un signe d'équilibre »... « Le marché américain a coutume de ces coups de torchon. » Mais lorsqu'on lui demande quelles seront les conséquences pour nous, Christine Lagarde refuse de répondre : « L'ensemble des autorités se concertent depuis quelques jours [...] y'a pas panique à bord. » Puis elle appelle les banques françaises à « continuer à soutenir les petites et moyennes entreprises ». Que le seul levier possible de la politique économique française soit la supplique aux banques n'est pas le remède le plus rassurant.

PATRICE MALLET

Cette année-là, la vingtième de son règne, Henri 1^{er}, quarante-trois ans, petit-fils d'Hugues Capet, épousait une princesse venue du bout du monde... Il était difficile pour le roi de France de rencontrer en Occident une fille de roi qui ne fût pas sa cousine à quelque degré, et il ne voulait pas connaître à son tour les difficultés avec l'Église vécues par son père Robert II le Pieux quand celui-ci s'était épris de Berthe de Bourgogne.

En outre, Henri n'avait pas eu de chance avec les femmes issues des pays voisins : sa première fiancée, Mathilde, fille de l'empereur Conrad II le Salique, avait quitté ce monde à l'âge de sept ans en 1034 ; il avait épousé la même année une autre Mathilde, fille de Luidolf de Frise, nièce de l'empereur Henri III, alors âgée de moins de dix ans et qui mourut en 1044 après lui avoir donné, semble-t-il, une fille morte au berceau.

Le roi veuf dut se remettre en quête... Or voici que vers 1049, il entendit son entourage louer la Russie, ce grand pays devenu chrétien grâce au prince de Kiev, saint Vladimir 1^{er} le Grand (958-1015), qui, à l'instar de notre Clo-

CETTE ANNÉE-LÀ

1051 : Une alliance franco-russe

Le 19 mai, Henri 1^{er} épouse Anne de Kiev.

vis cinq cents ans plus tôt, avait reçu le baptême en 988, converti par son épouse Anne Porphyrogénète, sœur de l'empereur de Constantinople Basile II. Le fils de ce dernier, Iaroslav le Sage (978-1054), donnait à son pays un grand essor. De son épouse Ingigerd de Suède, il avait deux filles dont la deuxième, Anne, âgée d'une vingtaine d'années, était réputée pour sa beauté ravissante, même sensuelle, comme des informateurs l'avaient rapporté à Henri...

Il n'en fallut pas plus pour que le roi envoyât, sous la conduite de Roger, évêque de Chalons-sur-Marne, une ambassade chargée de bijoux qui demanda à Iaroslav la main de sa fille Anne pour le roi de France. Une telle proposition ne pouvait être refusée, et le prince slave était trop heureux d'ouvrir son pays à l'Occident.

Anne fut sans tarder conduite en France sous une brillante et galante escorte. Henri, la voyant

arriver à Reims au printemps 1051, en tomba aussitôt amoureux. Certains ont raconté qu'écartant les présentations d'usage, il se serait littéralement jeté sur elle devant tout le monde pour l'embrasser et que, l'étreinte un peu desserrée, elle lui aurait dit en rougissant : « Je suppose que c'est vous, n'est-ce pas, qui êtes le roi »...

Le charme slave

Le mariage fut célébré le 19 mai et la nouvelle reine se révéla aussitôt pieuse et charitable, avec le sourire et toujours dans la discrétion. Elle donna le jour en 1053 au futur Philippe 1^{er}, ainsi prénommé en souvenir des rois de Macédoine dont prétendait descendre la Maison de Kiev. Tous les Philippe français, dont six rois, doivent depuis lors leur prénom à cette première alliance russe.

Une alliance qui n'eut guère le temps de porter tous ses fruits,

puisque le roi Henri 1^{er} mourut dès 1060, après avoir l'année précédente pris la sage et désormais habituelle précaution de faire sacrer Philippe qui, de sa frêle et charmante voix de six ans, prononça impeccablement le serment du sacre.

La régence revenant à l'oncle de l'enfant, Baudouin, comte de Flandre, Anne se retira dans le Valois d'abord à l'abbaye Saint-Vincent de Senlis, puis se mit à organiser des réceptions plus mondaines, attirant de galants seigneurs. L'un d'eux, Raoul, comte de Crépy-en-Valois, avait en 1051 accueilli au nom du roi la future reine à Montreuil-sur-Mer pour l'escorter jusqu'à Senlis : il ne l'avait jamais oubliée ! Marié, puis veuf, puis remarié sans amour, il osa tout bonnement enlever la reine-mère et la conduire secrètement à un prêtre facile... qui les maria. Les amoureux bravèrent des années durant



les foudres de l'excommunication, puis tout s'apaisa à la mort de l'épouse légitime de Raoul. Après la mort de celui-ci en 1071, les historiens perdent la trace de la reine Anne, selon certains retournée en Russie, selon d'autres morte discrètement près de La Ferté-Allais vers 1076.

Quoi qu'il en soit, ce mariage fut un événement de grande portée. Se rappeler que les relations franco-russes sont plus que millénaires et que tous les rois capétiens depuis Philippe 1^{er} ont dans les veines du sang russe, n'est pas sans intérêt pour les relations diplomatiques de notre monde d'aujourd'hui.

MICHEL FROMENTOUX